M6189 - 1321 - 9,00 F

ISSN 0024-7650

LO

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1321 - 29 octobre 1993 - prix : 9 F

LE COMBAT DE CEUX D'AIR FRANCE EST CELUI DE TOUS LES TRAVAILLEURS

GAMMA

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Le combat de ceux d'Air France

EST CELUI DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Ce n'était pas une grève mais une révolte, a dit à l'Assemblée Nationale lundi 25 octobre Bernard Bosson, le ministre des Transports, pour expliquer aux députés pourquoi il avait reculé. Effectivement, en quelques jours, la fermeté affichée du gouvernement face aux grévistes d'Air France s'est transformée en débandade. Le plan de réduction d'effectifs et de diminution des salaires qu'il avait proclamé "irrévocable" a été retiré en une nuit.

Le ministre des Transports a il est vrai promis un autre "plan" dans les trois mois, mais il devra sûrement se montrer plus prudent. D'ailleurs du côté patronal on lui explique maintenant qu'il n'aurait pas fallu attaquer de front l'ensemble des salariés. Un "plan", lui dit-on ouvertement, cela doit d'abord servir à diviser. Mais il n'empêche que le gouvernement a eu peur des travailleurs d'Air France ; il a reculé devant leur révolte, le ministre a trouvé le mot juste. Il s'est trouvé devant un mouvement profond, sortant de l'ordinaire et échappant en partie au contrôle des dirigeants syndicaux. Il a craint que cette révolte soit contagieuse pour nombre de travailleurs d'autres secteurs, atteints comme ceux d'Air France par des plans de licenciements et d'économies sur leur dos.

Oui, le gouvernement a craint l'extension du conflit d'Air France, car il est le premier à savoir que tous les travailleurs auraient les mêmes raisons qu'eux d'entrer en lutte, face à ces avalanches de plans de licenciements, de projets de restructuration, de blocage et de réduction des salaires par lesquels patrons des secteurs public et privé voudraient leur faire payer la crise de leur système.

La preuve de la faiblesse du gouvernement et du patronat devant un mouvement profond vient d'être administrée, et la leçon ne doit pas être perdue.

Les arguments économiques avancés pour affirmer que c'est aux travailleurs de payer toujours plus pour une crise qu'ils n'ont pas provoquée sont faux. Ces arguments n'ont pas d'autre justification que le désir du patronat d'augmenter ses profits et la servilité des gouvernements à faire ses volontés, quitte à faire payer par toute la société la dégradation des conditions de vie, le déclin des services publics, tandis que la spéculation et les profits boursiers affichent des records insolents. Les attaques antiouvrières n'ont d'autre limite que la résignation des travailleurs, trahis par les uns et trompés par les autres.

Eh bien, la limite est peut-être atteinte. Des travailleurs, à qui patrons et gouvernants croyaient que désormais ils pourraient tout imposer, viennent de leur faire éprouver une crainte salutaire.

C'est maintenant l'intérêt de tous les travailleurs de démontrer au gouvernement et au patronat que ce n'est pas une fausse alerte, que la réaction des travailleurs d'Air France n'est pas un fait isolé ; que le combat des travailleurs d'Air France est celui de tous ; que les travailleurs seront désormais de plus en plus prêts à réagir avec colère et détermination à la moindre attaque.

Les travailleurs ont payé, beaucoup trop payé pour la crise provoquée par la rapacité du patronat et l'imbécillité du système capitaliste, par sa propension à se croire tout permis : baisser les salaires, fermer les usines, licencier, jeter dehors ouvriers et employés comme s'il s'agissait de machines au rebut, en usant et abusant du pouvoir de décision que donne la richesse.

Eh bien la preuve est faite que la peur peut changer de camp, et il est à souhaiter que la colère des travailleurs d'Air France trouve un écho dans le reste de la classe ouvrière.

Arlette LAGUILLER

Réunions publiques de LUTTE OUVRIÈRE

avec

Arlette LAGUILLER

• à PARIS
Vendredi 5 novembre à 20 heures
Salle de la Mutualité
à Paris 5e

• à DIJON
Mercredi 3 novembre
à 20 h
Salle des Fêtes Eugène Vadot
Rue du Chateau-d'Eau
Plombières-lès-Dijon

• à NANCY
Vendredi 19 novembre
à 20 h 30
Palais des Congrès
Rue du Grand Rabbin Haguenauer

• à LILLE
Dimanche 7 novembre
à 16 heures
Salle de la MEP
Place Saint-Georges Lyon

• à BELFORT
Samedi 20 novembre
à 16 h 30
Centre Culturel des Résidences
Rue de Madrid

• à LYON
Mardi 9 novembre
à 20 h 30
Salle "La Cigale"
60, avenue de Saxe - Lyon 3e

• à MARSEILLE
Mardi 23 novembre
à 20 h 30
à l'Alhambra
340, boulevard Chave - Marseille 5e
Tram 68 - arrêt : gare de la Blancarde

• à GRENOBLE
Mercredi 10 novembre
à 20 h 30
Salle de Réunion
Maison du Tourisme

• à TOULOUSE
Jeudi 25 novembre
à 20 h 30
Bourse du Travail
Place Saint-Sernin

• à ANGERS
Mardi 16 novembre
à 20 h 30
Maison des Arts Bellefontaine
Avenue Montaigne

• à BORDEAUX
Vendredi 26 novembre
à 20 h 30
Athénée Municipal
Place Saint-Christoly

• à NANTES
Mercredi 17 novembre
à 20 h 30
Salle de la Manu
Boulevard de Stalingrad

• à BOURGES
Dimanche 28 novembre
à 16 heures
Palais des Congrès

• à RENNES
Jeudi 18 novembre
à 20 h 30
Maison du Champ de Mars
6, cours des Alliés

• ORLÉANS
Mardi 30 novembre
à 20 h 30
Salle Fernand Pellissier
La Source
(face au Centre de Chèques Postaux)

LA RECULADE DU GOUVERNEMENT

La soudaine volte-face gouvernementale dans le conflit Air France a souligné la frayeur, pour ne pas dire la panique, d'un gouvernement qui n'a pas su cacher sa surprise devant ce mouvement qu'il n'attendait pas, en tout cas pas sous la forme qu'il a prise. C'est ce qui ressort des déclarations du ministre Bosson lui-même, interpellé par les membres de sa majorité. Ce n'était pas une grève traditionnelle, a-t-il dit lui-même, *"mais une révolte partie de la base, des tripes"*, ajoutant : *"C'est un mouvement comme il n'y en a jamais eu depuis 1968. Il faut imaginer quel est le désarroi des personnels pour en arriver là"*. Ce qu'on a surtout pu voir, c'est que ce désarroi du personnel s'est transformé en détermination et qu'à l'inverse les rodomontades du ministre ont fait place à de piteuses justifications qui n'ont d'ailleurs guère satisfait. Ce discours n'a manifestement pas convaincu les amis du ministre, qui ne l'ont guère applaudi, et qui ne se sont pas privés de commentaires parfois acerbes sur la faiblesse et les atermoiements gouvernementaux.

Mais si les commentaires ne sont pas tendres au sein même de la majorité, c'est aussi que règne en son sein une confrontation incessante, pour ne pas dire une guérilla permanente qui oppose ces hommes et ces groupes obnubilés par la perspective des prochaines échéances électorales, surtout l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu dans maintenant dix-huit mois. La grève d'Air France n'a, en tout cas, pas provoqué de trêve dans la sourde guerre qu'ils se mènent. L'intervention de Giscard d'Estaing à l'émission *"l'Heure de vérité"* du dimanche 24 octobre à propos du conflit d'Air France en est un exemple. Il a déclaré que ce conflit traduisait un traumatisme social bien plus profond que ne semblaient le croire ceux qui pensaient que la situation des trois millions et demi de chômeurs, des cinq millions de salariés dans une situation de l'emploi fragilisée, allait entrainer une attitude de soumission de la part de ces salariés. Le souci premier de l'ancien président de la République n'était évidemment pas tant d'appuyer les grévistes que d'enfoncer ses amis et néanmoins concurrents de la majorité...

Ce sont des préoccupations du même ordre qui font qu'aujourd'hui, à droite, on évoque, pour les comparer, l'attitude du gouvernement actuel avec celle du gouvernement Chirac en 1986, lui aussi soumis à deux importantes vagues de contestation, celle des étudiants contre le projet Devaquet, ministre délégué aux Universités à l'époque, qui paya de son poste le mouvement, et celle des cheminots, qui aboutit au retrait du projet gouvernemental de mise en place d'une nouvelle grille des salaires. Dans ces deux cas, explique-t-on, Chirac lui, avait su faire preuve de fermeté, contrairement à Balladur qui a capitulé bien hâtivement. On oublie de dire que Chirac a peut-être payé cette "fermeté" par son échec lors de l'élection présidentielle de 1988. On ne le dit pas, mais cela est sans doute dans bien des esprits, à droite. Perdre la face devant les grévistes, ou risquer de perdre les élections, c'est aussi l'un des dilemmes qui trouble ceux-ci aujourd'hui. En tout cas, à l'évidence, la solidarité n'est pas le point fort de ces politiciens de droite, qui ne sont pas regardants sur les peaux de banane qu'ils se glissent sous les pieds les uns des autres.

Reste que la reculade du gouvernement traduit une inquiétude bien réelle. Lorsque Bosson dit que *"ce n'est pas avec les CRS qu'on ramène la paix publique"*, ce n'est pas qu'il se soit transformé en quelques jours en un partisan des méthodes douces et de la conciliation. C'est surtout que ses CRS n'ont pas réussi à entamer la détermination des grévistes. Il n'a pas tort quand il parle de révolte et lorsqu'il évoque Mai 68, au risque de contribuer ainsi, bien malgré lui, à populariser des idées qui se retourneront contre lui et la classe dont il est le défenseur.

Car les grévistes d'Air France ne se sont pas contentés d'arrêter le travail. D'ailleurs pour nombre d'entre eux, ils ne l'arrêtaient qu'une demi-journée chaque jour. En occupant les pistes d'envol et d'atterrissage- ce qui ne s'était jamais fait-, et cela malgré les CRS, et en dépit de l'attitude pour le moins timorée des directions des syndicats qui se contentaient de suivre ce mouvement plus qu'elles ne le dirigeaient, ils ont réussi à donner à leur mouvement un impact tel qu'ils ont obligé le gouvernement à donner ce piteux spectacle d'une reculade qui a pris l'allure d'une véritable capitulation.

Et ce faisant il a pris le risque, non pas de rétablir la paix sociale, mais au contraire d'encourager le reste de la classe ouvrière, qui partout a les mêmes raisons que ceux d'Air France, de se mettre en colère à son tour. Car la victoire de ceux d'Air France a été, à juste titre, ressentie comme celle de tous les travailleurs.

Jean-Pierre VIAL

Air France DES RECULS RESTENT À IMPOSER À LA DIRECTION

Dans tous les sites d'Air France de la région parisienne, la journée du 26 octobre, à laquelle étaient appelés à se joindre les travailleurs d'ADP (Aéroports de Paris) et ceux d'Air Inter, a été massivement suivie. Cela s'est traduit par des cortèges plus importants que les jours précédents, mais qui ne connaissaient pas le même dynamisme. Ils prenaient bien plus l'allure de cortèges syndicaux traditionnels, en fait bien encadrés, même si quelquefois, et c'était le cas à Roissy, c'était l'impression d'improvisation qui dominait.

A Roissy, à la fin de la manifestation, après une longue litanie de discours, le personnel était appelé à se rendre à Paris, Porte-Maillot. Pour se rendre où ? Sur les Champs-Elysées ? Le bruit en a couru. En fait les organisations syndicales présentes amenèrent les 300 manifestants qui s'étaient déplacés, dans la direction opposée, vers l'Arche de la Défense où se trouve le ministère des Transports. Dans le même temps, sur proposition d'un gréviste, un millier d'entre eux décidaient de retourner à Roissy-CDG1. A Orly, les porte- parole des syndicats n'appelèrent pas, eux, à aller à Paris. Ils se limitèrent à la proposition d'un défilé qui passait sur l'aéroport, mais évitait soigneusement les pistes. Il faut dire que ce parcours avait été négocié entre les autorités et les dirigeants syndicaux. Tout cela a provoqué -ici ou là- des réactions de dépit, parfois violemment exprimées, des travailleurs les plus déterminés contre les organisations syndicales

Pour ces dernières, cette journée, certes annoncée depuis cinq jours, donc avant de savoir que Bosson retirerait le plan Attali, a fourni l'occasion de tenter de tirer le bouquet final pour ensuite se préparer à la reprise. Force Ouvrière, par la voix de Marc Blondel, avait d'ailleurs annoncé la couleur dès lundi 25 octobre et appelait à mettre fin à la grève, puisque, disait-il, ses objectifs avaient été atteints.

Cette position provoquait des protestations parfois vives et bruyantes de nombre de grévistes, y compris chez des syndiqués FO, en particulier au Fret de Roissy, secteur qui s'était mis le premier en grève totale le 12 octobre et qui déclarait, au matin du mercredi 27, être décidé à la continuer jusqu'à ce que le nouveau P-DG d'Air France, Blanc, confirme par engagement signé la décision d'abandonner l'ensemble du plan Attali.

L'ambiance dans les assemblés générales de Roissy était houleuse, et les représentants de FO ne purent s'y faire entendre. Les autres syndicats adoptaient une attitude moins nette que FO à l'égard de la reprise, mais pas du tout entraînante, s'appuyant sur l'opinion des moins décidés, des plus hésitants.

A Orly, le mercredi 27, l'assemblée générale regroupait moins de monde que les jours précédents : cinq cents personnes alors que les jours avant on pouvait estimer cette participation aux alentours de mille cinq cents. Un certain nombre de travailleurs ne s'étaient pas déplacés, soit parce qu'ils estimaient que le mouvement avait atteint son objectif et qu'il n'y avait plus lieu de le continuer, soit parce qu'ils avaient été déçus par le manque de détermination montré par les dirigeants syndicaux, en particulier la veille.

Au Bourget, où environ deux cents travailleurs sont dans le mouvement et s'associent régulièrement aux manifestations sur Roissy, le mercredi 27 l'assemblée décidait de poursuivre le mouvement pour obtenir des garanties et les heures de grève payées. Et puisque la presse avait récemment claironné que l'aéroport d'affaires du Bourget n'était pas perturbé, eh bien les grévistes allèrent passer une heure sur les pistes.

Pour tout le monde cette grève a été perçue, à juste titre, comme un important succès. Mais pour les plus combatifs ce succès pourrait permettre d'aller plus loin. Car si le plan Attali a été remisé, rien ne dit que le gouvernement ne reviendra pas à la charge, en se contentant d'en modifier l'emballage, ou encore en tentant de le faire passer petits bouts par petits bouts. Sans parler des mesures qui sont déjà appliquées et sur lesquelles la direction n' est pas revenue.

Correspondant LO

(Voir nos autres articles sur le conflit à Air France dans les pages suivantes)

Air France - Orly

EN GRÈVE

AFP

LO

Assemblée de grévistes à Roissy et (encadré) occupation des pistes à Orly.

Jusqu'à la volte-face du gouvernement le 24 octobre, la grève à Air France-Orly n'a pas cessé de s'approfondir.

Jeudi 21 octobre et vendredi 22 octobre, nous avons occupé les pistes d'Orly, rejoints en fin de semaine par les grévistes de l'aérogare d'Orly Sud.

Tous les matins, en effet, à l'AG convoquée par les syndicats appelant à 3 h 40 de grève, un flot de grévistes, ne laissant pas le temps à quelque discours que ce soit, entraînait tout le monde vers les pistes. Et dans les cortèges nous étions un certain nombre déterminés à nous affronter avec les CRS, les poches pleines, suivant les occasions, d'œufs récupérés au Fret, ou de boulons, piles usagées, etc.

Signe de notre détermination et de la trouille de la direction : vendredi 22 à la DM (Direction de la Maintenance), revenant des pistes après nous être heurtés aux flics, on trouvait les ateliers déserts, l'encadrement ayant déguerpi à l'annonce de notre retour.

L'annonce, dans la nuit du vendredi au samedi, du retrait de la baisse des indemnités kilométriques voiture et du retrait de la baisse des majorations pour les horaires décalés ne calmait pas pour autant le jeu, au contraire. La DM étant en congé pour le week-end et quasi-déserte, on s'y était donné rendez-vous quand même, pour tenir une AG le samedi matin. On s'y retrouvait à environ 300 et décidait de la poursuite du mouvement, demandant le retrait total du Plan de Retour à l'Equilibre.

A l'aérogare d'Orly-Sud, le ton était le même, avec en plus, la revendication de la suppression de l'augmentation du temps de travail sous forme de journée supplémentaire certains week-ends, qui avait été la cause de la grève d'avril.

L'annonce, dimanche soir, du retrait du plan et de la démission d'Attali ne changea rien non plus. La solidarité des autres travailleurs avec les grévistes d'Air France, dans de nombreuses familles et de nombreuses cités, n'y était pas pour rien. Nombre d'entre nous ont reçu toute la semaine la visite de leurs voisins, venant aux nouvelles et leur faisant part de leur soutien. Dans une cité, un travailleur qui s'occupe de jeunes s'entendait féliciter par ceux-ci : *"Qu'est-ce que vous avez mis aux flics, à Air France !"*. Et bien des discussions de famille du week-end ont poussé même des hésitants de la DM à se revendiquer de la grève !

Lundi 25 octobre, c'était donc la continuation du mouvement. Après un temps de discussion, les grévistes voulaient des garanties sérieuses sur l'abandon du plan, le paiement des heures de grève. Et puisque le plan est abandonné, disaient certains, c'est donc que le gel des salaires l'est aussi, et alors, combien touche-t-on ?

Mardi 26 c'était donc le temps fort décidé depuis quelques jours par les syndicats ; à Air France se joignaient Air Inter, ADP et plusieurs autres entreprises. On était donc 5 000 à Orly pour manifester. C'était imposant. Le cortège est rentré sur les aires de stationnement des avions et est passé au pied des aérogares Sud et Ouest avant de revenir vers la DM et le Fret Orly. Nous étions un certain nombre à regretter de ne pas avoir occupé les pistes et bloqué les avions. Car ce sont surtout ces avions, et la résistance aux flics qui voulaient faire cesser le blocage, qui ont marqué le mouvement, montré que celui-ci était profond, et incité le gouvernement à reculer.

Mercredi 27 octobre, nous devions débrayer à nouveau. Ce jour-là le Fret, le service des cars, l'Hôtellerie, étaient toujours en grève. Nos revendications à Orly sont loin d'être toutes satisfaites. Alors même si dès aujourd'hui on peut considérer que la grève d'Air France est un succès, il y a bien des raisons de continuer.

Correspondant LO

CE QUE PRÉVOYAIT LE PLAN DE "RETOUR À L'ÉQUILIBRE" D'ATTALI

- **La baisse du taux des indemnités kilométriques voiture (qui indemnisent une partie du coût du trajet des automobilistes pour venir au travail).**
- **La baisse de l'indemnisation des horaires décalés et dimanches et jours fériés ramenée de 100 % à 50 %.**
- **L'"externalisation" c'est-à-dire la vente de certains services à l'extérieur, comme les cars Air France, l'Hôtellerie (qui prépare les repas des avions), l'Informatique, l'Habillement.**
- **Des modifications du statut portant essentiellement sur les licenciements, les avancements, les primes d'ancienneté.**
- **4 000 suppressions d'emplois.**

Sur ces trois dernières mesures, rien de précis dans les promesses actuelles : les 4 000 suppressions d'emplois sont maintenues, et aucun engagement sur les externalisations et le statut.

Ce qui reste appliqué au personnel suite à des décisions prises antérieurement...

- **Augmentation du temps de travail : de 25 mn par exemple à Orly-Nord et d'une vacation supplémentaire toutes les 9 semaines environ à Orly-Sud.**
- **Amputation de la moitié du treizième mois.**

Et, depuis 1993, sur 3 ans, blocage des salaires...

Donc, tout n'est pas réglé !

Aéroport de Paris (Orly)

DANS LA GRÈVE DU 26

Dès lundi 25 octobre, les assemblées du personnel d'Aéroports de Paris ont été très enthousiastes : 350 personnes au Parc central, 300 aux aérogares d'Orly-Sud et d'Orly-Ouest, du jamais vu, unanimes pour l'action avec Air France le lendemain.

Il est vrai que depuis le début du conflit à Air France, nous étions aux premières loges pour voir la détermination des grévistes face aux CRS. Le personnel d'Aéroports de Paris assure la maintenance de toute l'infrastructure de l'Aéroport, le balisage, l'assistance aux avions sur pistes. Beaucoup regrettaient de ne pas pouvoir se joindre tout de suite à ceux d'Air France : à ADP on est encore respectueux de la loi et le préavis déposé par les syndicats était pour cinq jours plus tard ; il fallait donc attendre sans broncher le mardi 26 octobre.

Alors lundi tout le monde est venu pour dire aux syndicats : *"Nous aussi on en sera"*. Et le lendemain la grève a été bien suivie, pas trop à l'Escale, mais surtout dans les ateliers et sur la piste. Tout le monde s'est laissé emporter par la marée d'Air France, venue nous entraîner vers les pistes en passant devant Orly-Ouest pour rejoindre Air Inter. Pour ceux des bureaux, c'était la première fois qu'ils posaient le pied sur les pistes et voyaient les avions... en passant dessous !

Beaucoup ont bien regretté de s'être juste baladés sur les pistes, sans rester pour tout bloquer. Mais ça n'est pas loin, et maintenant qu'on connaît le chemin...

Correspondant LO

BAUDIS EN AVAIT LES LARMES AUX YEUX

LO

Baudis, le maire de Toulouse, est un copain de parti du ministre des Transports, Bosson. C'est pourquoi, quand des travailleurs d'Air France - Orly en grève l'ont rencontré sur l'autoroute, ils l'ont salué comme il convenait. Il a été conspué, couvert de crachats, traité de tous les noms. Sa voiture a été remplie de gaz lacrymogène.

Ces messieurs votent des lois contre nous à longueur d'année, et ils n'auraient pas de comptes à rendre ?

Cette fois-ci, il y en a au moins un qui a senti de près ce que nous pensons de leurs saloperies.

AIR FRANCE - TOULOUSE ÉGALEMENT DANS LA LUTTE

Au centre Montaudran de Toulouse, qui compte aujourd'hui 650 employés, les travailleurs d'Air France ont aussi engagé la lutte contre le plan de la direction.

Mercredi 20 octobre ils investissaient à 300 l'aéroport de Blagnac, retardant certains vols. Vendredi 22, ils décidaient d'aller à la gare Matabiau, bloquant le trafic et rencontrant les cheminots. Ils y étaient rejoints par les postiers de la Recette principale de Toulouse, en grève eux depuis le 22 juin. Et le tract qu'ils distribuaient aux usagers de la SNCF était généralement bien accueilli. Pendant ce temps, les CRS les attendaient de pied ferme... à l'aéroport ! Il faut dire que les RG qui leur collaient aux basques ont retrouvé leurs pneus dégonflés et se sont fait semer comme des bleus !

Lundi 25 octobre, en assemblée générale, une très large majorité décidait de continuer, bien consciente que la démission d'Attali et les "propositions" de Bosson ne résolvaient rien du tout !

Ainsi la journée de mardi 26 a été marquée par un débrayage d'une demi-journée très largement suivi ; près de 300 personnes ont manifesté en ville et devant la préfecture, après un départ en bus organisé depuis le centre. Quelques grévistes d'Air Inter se sont alors joints à eux.

Correspondant LO

BLANC, LE DÉMISSIONNAIRE DE LA RATP REMPLACE ATTALI, LE DÉMISSIONNAIRE D'AIR FRANCE

SIMON/GAMMA

Christian Blanc.

Le nouveau patron d'Air France, Christian Blanc, possède deux faits saillants dans son curriculum vitae. Proche de l'alors Premier ministre Michel Rocard, il a joué, en 1988, un rôle décisif dans les "accords Matignon" sur la Nouvelle-Calédonie, qui sont considérés, par la classe politique, comme un succès pour avoir ramené le calme dans l'île. Et surtout pour avoir entériné, au prix de quelques concessions, la continuation de l'oppression du peuple canaque.

Mais il est surtout connu pour avoir été, de février 1989 à novembre 1992, le président de la RATP. Sous prétexte de moderniser l'entreprise et de "responsabiliser" les agents, il essaya de faire travailler davantage le personnel. Il tenta, sans succès, d'instaurer un service minimum en cas de grève. Et lorsqu'il voulut imposer une nouvelle grille avec des augmentations "au mérite" au lieu des augmentations à l'ancienneté, la grève éclata, et les transports parisiens furent paralysés durant cinq jours, du 16 au 20 novembre 1992 – il y a de cela un peu moins d'un an.

Devant la grève, Blanc dut promettre d'abord de "geler" le projet, et ensuite de le retirer purement et simplement. Une semaine après, le 27 novembre, il démissionnait… Pour tout le monde, il quittait son poste à la suite de son échec dans la grève. Mais Blanc prétendit qu'il partait parce que son ministre de tutelle n'était pas d'accord avec lui pour limiter le droit de grève. Mais les travailleurs de la RATP eurent le sentiment d'avoir "eu la peau" de leur PDG, et personne ne le regretta…

L'ironie veut donc que ce soit précisément lui qui remplace le démissionnaire Attali. Histoires parallèles en quelque sorte, d'autant plus que tous les deux sont liés au Parti Socialiste.

Le gouvernement veut-il laisser une seconde chance à Blanc ? Ou pense-t-il que celui-ci, au cas où cela tournerait mal, possède un avantage : il connaît déjà la sortie ?

ÇA PLANE POUR LUI

Ainsi, Blanc, l'ex-PDG de la RATP, viré à l'hiver 1992, au moment des grèves de la conduite, a retrouvé un job à Air France. Enfin un chômeur de moins…

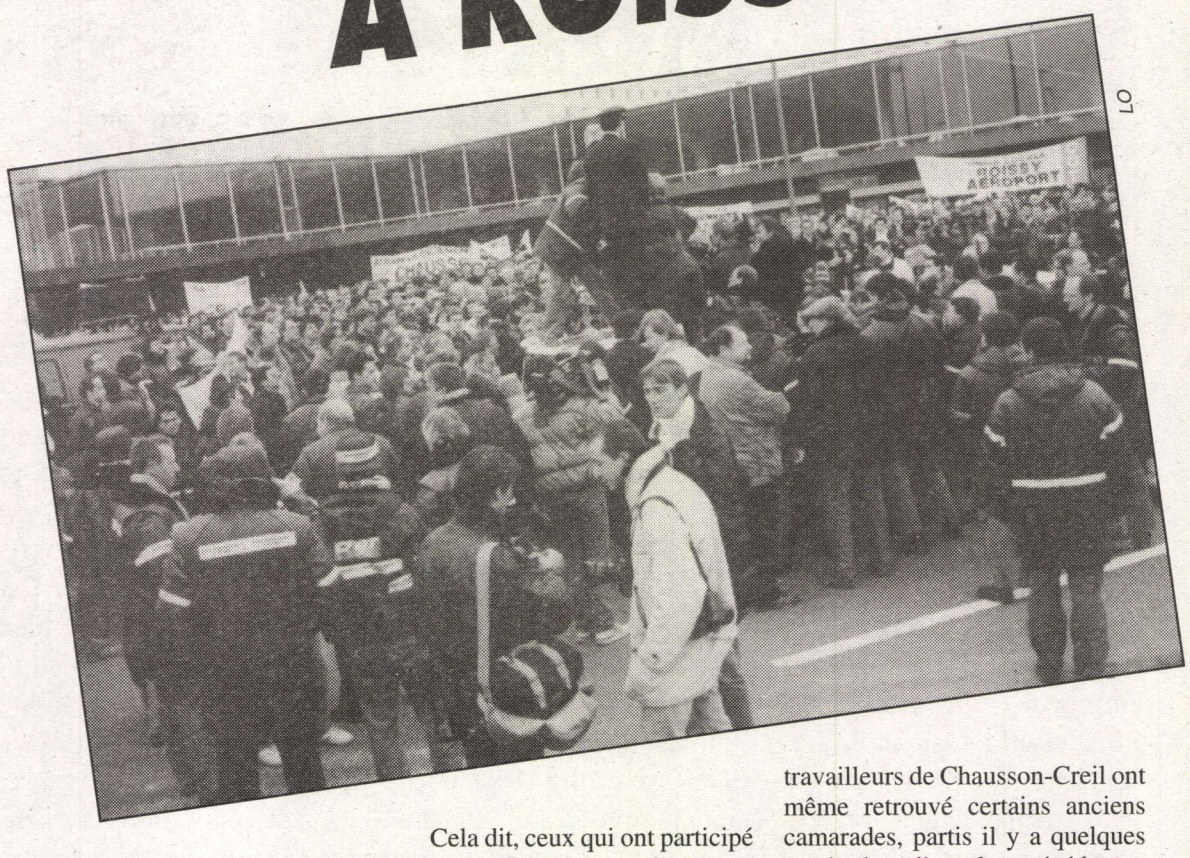
Certains disent qu'on l'a choisi parce qu'il a été très ferme quand il était en Nouvelle-Calédonie.

En fait, ce n'est pas cela du tout : Blanc a créé le terme de "pilote" pour désigner une nouvelle catégorie d'agents en station dans le métro. C'est sans doute pour cela que le ministre a cru que ce gestionnaire du transport souterrain avait… des connaissances aéronautiques !

D'après le bulletin Lutte Ouvrière –RATP – Réseau ferré

LO

LES TRAVAILLEURS DE CHAUSSON À ROISSY



LO

350 travailleurs de Chausson (220 de Creil et 130 de Gennevilliers) se sont rassemblés à Roissy mardi 26 octobre pour rejoindre la manifestation des grévistes d'Air France avec leur propre banderole.

L'idée de cette manifestation avait été lancée par des ouvriers de Creil au lendemain de la manifestation à Matignon. A Creil, la proposition avait été adoptée par les assemblées générales et les réunions d'atelier. L'idée de briser l'isolement et de faire passer le message au gouvernement plaisait.

Mais finalement, le jour même, seule la minorité qui est consciente de la nécessité d'accélérer l'action, si on veut avoir une chance de mettre en échec le nouveau plan de licenciement en cours, s'est rassemblée.

C'est le même phénomène qui s'est produit à Chausson-Gennevilliers.

D'ailleurs la CGC n'a pas appelé ; quant au syndicat FO, il était gêné par la position de FO Air France.

Cela dit, ceux qui ont participé à la manifestation ne l'ont pas regretté, bien au contraire.

D'abord le cortège a rejoint le personnel de l'Aéroport de Paris en grève qui formait un cortège de même importance que celui de Chausson. Les travailleurs de Chausson étaient dynamiques et ont mis de l'ambiance.

Quand le cortège Chausson et ADP a rejoint celui des grévistes d'Air France, il y eut une ambiance survoltée. Tout le monde était impressionné par le dynamisme et la détermination de ceux d'Air France. Ceux d'Air France ont accueilli chaleureusement ceux de Chausson (seule entreprise extérieure à l'aéroport) et ceux d'Aéroport de Paris.

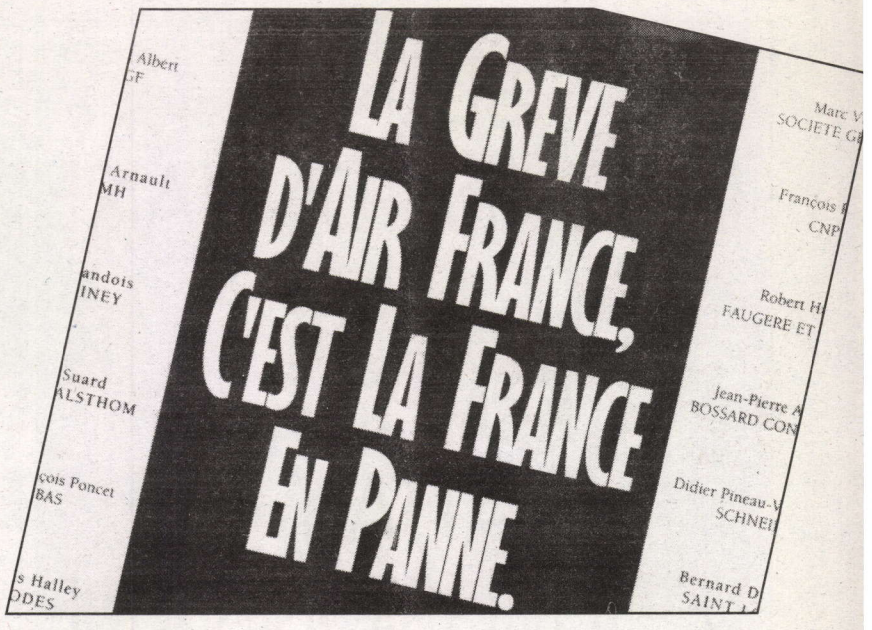
A la fin il y eut un meeting, mais visiblement les grévistes d'Air France étaient plus intéressés par des propositions d'actions que par des discours. Et les hôtesses d'accueil, tirées à quatre épingles, n'étaient pas les dernières à crier leur volonté de lutte et leur méfiance face aux dirigeants syndicaux qu'elles jugeaient trop mous. Les travailleurs de Chausson-Creil ont même retrouvé certains anciens camarades, partis il y a quelques années lors d'un plan précédent et aujourd'hui dans la lutte à Air France.

Les travailleurs de Chausson qui ont été impressionnés par le nombre des manifestants (plusieurs milliers de personnes) ont senti aussi les difficultés qu'il y avait encore à faire franchir le pas à leurs camarades qui, pour l'instant, n'ont pas confiance dans leur force. C'est le problème pour la période à venir car les échéances se rapprochent : les 4 et 5 novembre auront lieu les dernières consultations officielles sur le plan de 661 licenciements, le 8 novembre le jugement du tribunal de commerce, puis l'envoi des lettres de licenciement.

Tout le monde espère qu'il y aura un sursaut d'ici là. En tous les cas, tous ceux qui étaient à cette manifestation ont ressenti physiquement quelle pourrait être la force de la classe ouvrière si elle serrait les rangs au lieu de se battre en ordre dispersé.

Correspondant LO

DES PATRONS QUI NE MANQUENT PAS D'AIR (...FRANCE) !



Une vingtaine de grands patrons se sont offert une page entière de publicité dans les journaux contre les grévistes d'Air France : *"La grève d'Air France c'est la France en panne"*, ont-ils eu le culot d'afficher en très gros. En plus petit, on pouvait lire au-dessous : *"Toutes les entreprises françaises se battent pied à pied pour conserver les emplois"*; ou encore : *"Plus de 25 % de leur chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation ; bloquer les aéroports français, c'est bloquer l'économie française et rendre vains leurs efforts"*.

Ils ne manquent pas d'air, ceux-là, de se poser en conservateurs d'emplois ! On ne sait lequel a le plus de culot, entre Jean Gandois, grand patron de Péchiney, qui a supprimé 11 500 postes en France, et Pierre Suard, PDG d'Alcatel-Thomson (7 milliards de bénéfices en 1992), dans le groupe duquel se succèdent les plans de redressement et les suppressions d'emplois ; ou encore Marc Viénot, de la Société Générale, où 1 600 suppressions d'emplois sont prévues, et Jean-René Fourtou, patron de Rhône-Poulenc, où plus de 10 000 emplois ont été supprimés depuis 1986 ! Sans parler de Didier Pineau-Valenciennes, de Schneider, le groupe de mécanique et de sidérurgie qui a à son actif plusieurs dizaines de milliers de licenciements !

Ces grands patrons-là font partie des grands licencieurs de ce pays. Ce sont eux qui mettent l'économie en panne pour garnir les comptes des actionnaires et des banquiers. Et ils ont encore le culot, avec l'argent gagné, de se payer des pages dans les journaux pour accuser les salariés d'Air France de mettre l'économie par terre !

MORTS POUR LES PROFITS D'ALCATEL

Trois salariés d'Alcatel-Radio Téléphone viennent de trouver la mort dans un accident d'avion. Les trois hommes, deux ingénieurs et un technicien, revenaient d'une réunion de travail qui se tenait à Stuttgart, en Allemagne, dans l'une des entreprises du groupe, la SEL, et effectuaient, en raison de la grève d'Air France, leur déplacement professionnel à bord d'un petit avion piloté par l'un d'eux. D'autres participants à cette réunion avaient pris le train.

L'avion s'est écrasé. C'était un accident. Seulement Pierre Suard, le PDG d'Alcatel-Alsthom, invité au cours d'une émission télévisée à dire son point de vue sur la grève d'Air France (à la suite de la page de publicité qu'il s'était payée dans les journaux, avec vingt autres PDG), a profité de l'occasion pour déclarer en substance qu'"il saluait la mémoire de ces trois salariés", laissant ainsi entendre qu'on pouvait imputer leur décès aux grévistes d'Air France ! Parmi les salariés d'Alcatel-Radio Téléphone, plus d'un a été révolté que Suard ose ainsi se servir de ces morts pour attaquer la grève. Car c'est quand même bien Suard ou ses sous-fifres qui ont pris la responsabilité d'envoyer ces salariés à Stuttgart, malgré la grève, dans des conditions de sécurité plus qu'aléatoires, comme si cela n'aurait pas pu être remis à plus tard !

LES AILES DU PROFIT

Pour faire accepter le plan d'austérité aux grévistes d'Air France, la presse a brandi l'exemple de la bonne santé de la compagnie British Airways qui, avec une réduction de 40 % de l'effectif en 10 ans, a vu depuis sa privatisation, en 1986, le prix de son action multiplié par trois. Il faut que les travailleurs s'appauvrissent et acceptent les licenciements et l'austérité, pour que les riches s'enrichissent en dormant.

ÇA L'AFFICHAIT MAL

Pendant quelques jours, la publicité d'Air France a disparu des écrans de la télé. Il faut dire qu'avec la grève, la compagnie ne pouvait *"offrir le monde"* à ses clients potentiels, mais tout juste l'embouteillage sur l'autoroute.

FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS !

On a proposé de l'argent aux grévistes du fret d'Air France à Roissy pour qu'ils libèrent la voiture d'Alain Prost. Cela n'a bien sûr pas marché.

Prost a critiqué les grévistes au nom du service public. Cela lui va bien, lui qui planque son argent en Suisse pour ne pas payer d'impôts.

Métro parisien

LA DIRECTION AGRESSE LES CONDUCTEURS MAIS RECULE SUR LA LIGNE 4

Des agressions visant des travailleurs de la RATP ont régulièrement lieu sur le réseau des bus et du métro parisiens. Pour ce dernier, la désertification des quais n'a rien arrangé. Souvent, par solidarité, les conducteurs débrayent sur le tas à la suite de telles agressions. A la mi-septembre, il en a été ainsi sur les lignes nos 4 et 9. Mais sous prétexte d'absence de préavis, la direction voulait maintenant sanctionner les grévistes spontanés d'alors, en distribuant avertissements et jours de mise à pied !

Ces derniers jours, les directions de lignes voulaient bien monnayer le retrait des sanctions, contre l'engagement des syndicats à ne pas contribuer à de tels débrayages lors d'agressions. Mais, du côté de la CGT, de la CFDT et des autonomes au moins, elle n'a rien obtenu. Et le débrayage organisé sur la ligne 4 a été largement suivi, au point que le service a été totalement arrêté le mardi 26 octobre, deux heures le matin et quatre heures l'après-midi. Au terme de ce débrayage, la direction a reculé et annulé les sanctions. Une victoire donc pour les conducteurs de la 4.

Débrayer en cas d'agression est bien la plus élémentaire des solidarités. Au lieu de sanctionner les conducteurs, que la direction cogite sur les moyens d'assurer la sécurité des travailleurs et de réduire les agressions dont ils sont victimes.

Correspondant LO

Irlande du Nord

Après le massacre de Shankill

LE COÛT EXORBITANT DE LA POLITIQUE DE L'IRA POUR CEUX QU'ELLE PRÉTEND "PROTÉGER"

GAMMA

La tension est rapidement montée à Belfast en Irlande du Nord, le 23 octobre, après qu'un attentat de l'IRA (Armée Républicaine Irlandaise) a fait dix morts et soixante blessés dans Shankill Road, en plein coeur d'un des quartiers ouvriers protestants les plus pauvres de la ville.

LA COLERE DE SHANKILL

Ni les explications embarrassées des dirigeants nationalistes, selon lesquelles la bombe, destinée à une réunion d'un groupe paramilitaire loyaliste, aurait explosé trop tôt ; ni le fait que l'un des poseurs de bombes compte parmi les victimes ; ni surtout les excuses, un peu tardives, de Sinn Fein, l'aile politique du mouvement républicain, n'ont atténué les réactions de colère dans la population protestante. Quelle justification peut-il y avoir à l'explosion d'une bombe de forte puissance dans une poissonnerie à l'heure d'affluence du week-end ? Quelles excuses peut-on accepter quand des enfants et des vieillards se trouvent au nombre des victimes ?

Le 26 octobre, des milliers de manifestants ont défilé dans Shankill Road, en signe de deuil mais surtout de colère. Parmi eux se trouvait un grand nombre d'ouvriers en bleus. Sans doute le fait que les deux plus importantes entreprises de la ville, l'usine aéronautique Shorts et les chantiers navals Harland and Wolff, avaient invité leurs salariés à s'y rendre en décrétant une demi-journée de deuil, y était pour beaucoup. Mais le fait que nombre de leurs ouvriers soient eux-mêmes des habitants de Shankill y était aussi pour quelque chose.

Quant à l'armée et la police, d'ordinaire omniprésentes dans ce quartier, tout comme elles le sont dans les quartiers ouvriers catholiques, elles s'étaient faites très discrètes. Sans doute en souvenir des émeutes qu'elles avaient déclenchées à deux reprises en juillet dernier.

Ce qui est sûr, c'est que contrairement à ce qu'affirment en général en pareille circonstance les dirigeants des différentes tendances nationalistes irlandaises, ceux qui avaient tenu à venir ce jour-là dans Shankill Road n'étaient pas tous animés par des sentiments d'hostilité à la population catholique. C'est ainsi qu'un groupe d'ouvriers de Shorts entourait une pancarte qui disait : *"Hier Joe Reynolds, aujourd'hui Shankill, trop de travailleurs sont morts pour rien ; il faut que cela cesse"*. Et il fallait quand même un certain courage à ces ouvriers pour associer ainsi, dans une telle circonstance, le nom d'un ouvrier catholique assassiné par les paramilitaires protestants à ceux des victimes de Shankill Road.

UNE OCCASION EN OR POUR LES COMMANDOS LOYALISTES

En entendant l'annonce du massacre de Shankill, tout ce que l'Irlande du Nord compte d'ultra-réactionnaires, et il n'en manque pas, a dû se frotter les mains d'une telle aubaine. A commencer par les autorités britanniques qui n'ont pas manqué l'occasion de jouer les vertus indignées, elles dont le pouvoir en Irlande du Nord tient aux haines qu'elles ont attisées entre catholiques et protestants.

Les commandos paramilitaires loyalistes leur ont emboîté le pas. Les uns après les autres, les quatre principaux groupes "loyalistes" (c'est-à-dire qui prétendent parler au nom des protestants ou s'affirment carrément en faveur de la présence britannique) publiaient des communiqués annonçant la mobilisation générale de leurs troupes et annonçant la "vengeance" imminente.

Dès le lendemain, le corps d'un vieillard de 72 ans était retrouvé criblé de balles dans un quartier catholique du nord de la ville. Le 27 au matin, c'était un commando de l'UFF qui débarquait dans un dépôt d'employés municipaux du quartier catholique de Belfast-Ouest, faisant deux morts et quinze blessés parmi les travailleurs rassemblés pour la prise de service. Quelques heures plus tard, un soldat britannique déchargeait sa mitraillette sur un passant, républicain connu - réflexe de peur ou vengeance individuelle, on l'ignore.

Les exemples de ce type se sont multipliés d'heure en heure : le 27 au soir, on en était à six morts et une cinquantaine de blessés recensés, tous dans les rangs catholiques, et tous, à une exception près, choisis au hasard.

LA POPULATION TERRORISÉE ET DÉSARMÉE PAR LES APPAREILS NATIONALISTES

Dans les quartiers catholiques, les réactions ne se sont pas fait attendre. Les bars se sont vidés, les gens se sont barricadés chez eux, ou se sont réfugiés hors de la ville, chez des parents, pour ceux qui en avaient la possibilité. Les taxis, principal moyen de transport dans Belfast-Ouest, ont disparu après qu'un conducteur de taxi a été abattu par des tueurs loyalistes.

Dans une banlieue, le siège de quartier du Sinn Fein a été assiégé par des habitants demandant des moyens de se défendre. Mais les portes blindées du local ne se sont même pas ouvertes. Ailleurs, dans des cités, des comités de vigilance se sont constitués. Mais avec quoi se défendre ? Seuls les républicains ont des armes et ils ne les donnent pas à qui en demande. Les moins démoralisés, ceux qui ne veulent pas se laisser aller à la panique, sont amers. Ils redoutent le pire, mais ils se sentent sans défense.

Sans doute les groupes paramilitaires loyalistes n'ont-ils pas attendu une telle occasion pour se livrer à des assassinats aveugles dans la population catholique. Depuis le début de l'année, 32 habitants de Belfast sont morts, la plupart simplement parce qu'ils se trouvaient sur le chemin d'un commando dans un quartier catholique.

Les républicains se proclament l'unique rempart sur lequel puisse compter la population catholique face aux commandos loyalistes. Mais leur action fournit à ces mêmes commandos la possibilité de donner une apparence de légitimité à leurs assassinats aveugles ; cela donne la mesure de ce que valent les prétentions de l'IRA. Le pire est que ce massacre intervient juste au moment où les dirigeants républicains viennent de prendre l'initiative de proposer un plan visant à un cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations pour régler la guerre larvée dans laquelle vit l'Irlande du Nord depuis vingt-cinq ans.

Rien ne permet encore de dire ce qu'il adviendra de ces propositions. Il n'est même pas impossible qu'elles enclenchent un processus de règlement politique. Mais si, comme il y a tout lieu de le penser, la politique des républicains dans les négociations est à l'image de leur politique en temps de "guerre", pour reprendre leur terminologie, la classe ouvrière d'Irlande du Nord, catholique et protestante, aurait de graves raisons de se méfier.

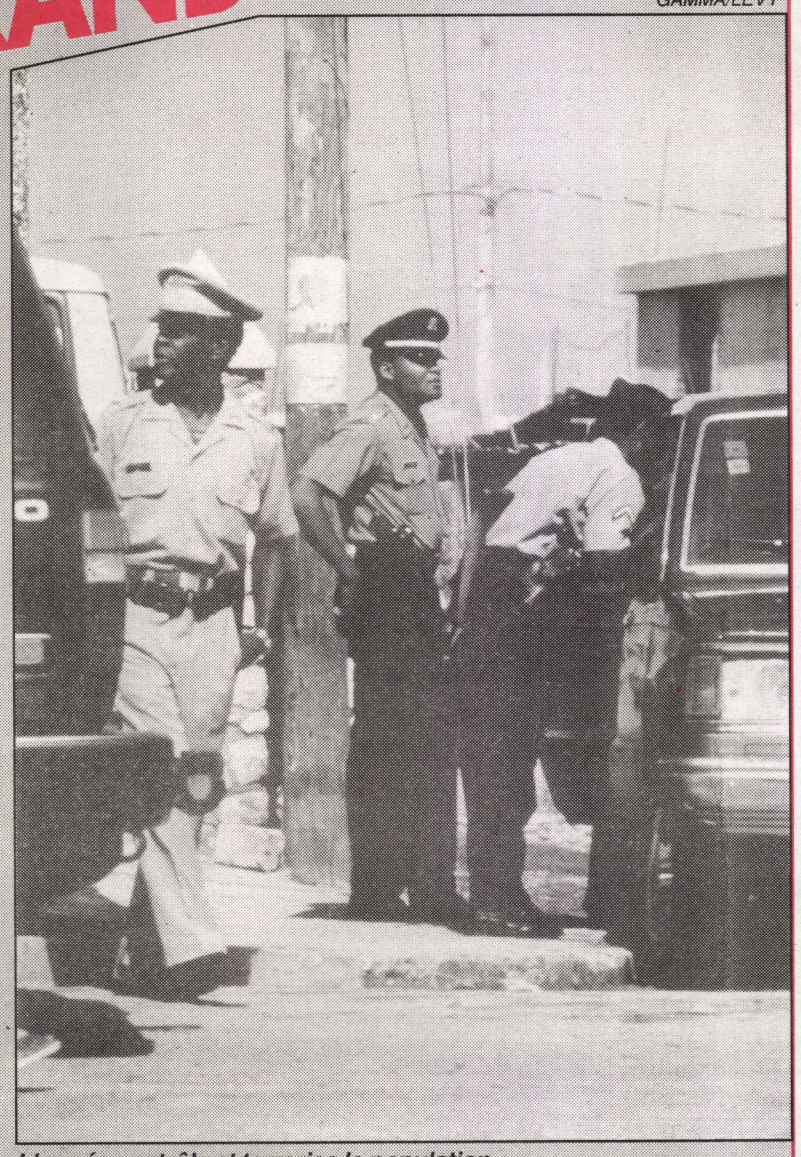
François ROULEAU

Haïti

LES MACOUTES N'ONT PAS GRAND-CHOSE À CRAINDRE AVEC CLINTON

En Haïti, Cédras et ses sbires continuent à narguer l'administration américaine en s'opposant à l'application des accords de Governor's Island, signés sous l'égide de l'ONU et qui imposent le retour du président Aristide, prévu pour le 30 octobre.

GAMMA/LEVY



L'armée contrôle et terrorise la population.

Cédras s'accroche au pouvoir, tout en jurant hypocritement qu'il est démissionnaire et qu'il aspire à *"une petite retraite bien méritée"*. Posant au défenseur de l'armée et de tous ceux qui, bourgeois ou fonctionnaires, ont trempé dans les massacres commis depuis le coup d'Etat de 1991, il multiplie ses exigences. Désormais, il tient le chantage suivant : ou Aristide convoque le Parlement pour voter une loi d'amnistie plus étendue, qui couvre tous les crimes commis jusqu'au 30 octobre, ou Aristide devra différer son retour. Et tous ses semblables de tenir le même discours. Ils font mine d'accepter le retour d'Aristide et d'être prêts à négocier, mais à leurs conditions. Ainsi, Frank Romain, l'ex-chef de la police de Jean-Claude Duvalier, rentré depuis peu en Haïti, affirme qu'*"il faut qu'Aristide puisse revenir"* et qu'il a même proposé son aide à son "ami" Malval, actuel Premier ministre nommé par Aristide, pour sortir de cette crise. Même mise en scène au grand quartier général de l'armée, où les militaires montrent complaisamment aux journalistes le cadre vide qui attend le portrait d'Aristide dans la galerie consacrée à ceux de tous les chefs de l'Etat.

De son côté, vu le climat de terreur qui règne actuellement dans le pays et les assassinats perpétrés contre ses partisans, Aristide, qui n'est pas pressé de rentrer, refuse de céder au chantage.

Face à cette situation, l'administration de Clinton et ses alliés multiplient les reculades. Après avoir renoncé à faire débarquer leurs troupes à Port-au-Prince, ils font maintenant semblant de croire que la mise en place d'un blocus maritime suffira à faire plier la pègre macoutiste ; alors que ce dispositif – limité aux armes et aux produits pétroliers – est tout aussi inefficace que ceux qui l'ont précédé, les produits frappés par l'embargo pouvant aisément transiter par la République voisine de Saint-Domingue, qui depuis des années sert à la fois d'allié et de refuge aux forces duvaliéristes.

S'il peut affecter les intérêts de quelques bourgeois haïtiens – bien peu puisque l'économie du pays est déjà au plus bas – cet embargo est en revanche très profitable pour tous ceux qui, les chefs militaires en tête, vivent de la spéculation, des trafics et de la contrebande. Et c'est finalement la population qui, une fois de plus, en est la principale victime, puisqu'elle voit les prix des produits de première nécessité et les tarifs des transports – quand ils fonctionnent encore – s'envoler.

Mais ce qui ressort surtout, c'est que les dirigeants américains, comme ceux des Nations Unies, n'ont visiblement aucune envie d'engager une opération armée pour imposer le respect des accords de Governor's Island. Pire, ils multiplient les reculs et les gestes de faiblesse qui ne peuvent que renforcer les prétentions de la canaille qui s'est installée au pouvoir à Port-au-Prince. Quant au retour d'Aristide, il devient de plus en plus hypothétique.

R.M.

GAMMA/LEVY

A Port-au-Prince, la capitale, ceux qui peuvent évacuent la ville.

Belgique

Depuis plusieurs mois, en Belgique, était en discussion entre les différentes composantes du gouvernement et les syndicats ouvriers et patronaux un plan d'austérité draconien baptisé "Pacte social", en référence au "Pacte social" d'octobre 1944. A cette époque, le pouvoir et les représentants du patronat s'étaient engagés dans la généralisation de la Sécurité sociale et des allocations familiales, le rétablissement des conventions collectives, et différentes mesures relevant quelque peu le niveau de vie des travailleurs qui s'était effondré avec la guerre. Au-delà de la nécessité de recréer les conditions de la renaissance d'un marché intérieur, toutes ces mesures avaient aussi pour but d'éviter les révoltes sociales que les bourgeoisies craignaient avec la fin du second conflit mondial.

Le "pacte" version 1993

Le "Pacte social" de 1993, lui, avait tout à fait le caractère d'un pacte anti-social. Les principales mesures visaient à réduire fortement les charges patronales, en réduisant les cotisations patronales à la Sécurité sociale et aux allocations familiales, et devaient rendre encore plus flexibles les salaires, les horaires et les conditions de travail.

Toutes ces mesures devaient être appliquées avec l'accord officiel des syndicats ouvriers, tandis que les dirigeants patronaux ne s'engageaient même pas sur les embauches qui devaient officiellement être la contrepartie aux réductions de charges patronales.

Parmi les arguments patronaux, on trouve pêle-mêle que la Belgique serait le seul pays au monde où les salaires, pensions et retraites sont encore indexés sur l'indice des prix, et que cela nuirait à la compétitivité de l'économie belge, que les exportations de la Belgique seraient en train de reculer fortement. Mais dans le même temps, le "patron" du syndicat patronal reconnaît

LE "PACTE SOCIAL" EST MORT, MAIS PAS LA VOLONTÉ D'IMPOSER L'AUSTÉRITÉ AUX SALARIÉS

lui-même que depuis la fédéralisation de la Belgique – et même avant d'ailleurs – il est impossible d'avoir des statistiques fiables en la matière.

Et Fons Verplaetse, gouverneur de la Banque nationale belge, et co-auteur, avec le Premier ministre Dehaene, du "Pacte social", déclarait dans une interview qu'*"il ne faut pas exagérer le handicap belge en termes de compétitivité"*. Le problème crucial d'après lui étant *"le rééquilibrage de la Sécurité sociale"*.

Pourquoi la Sécurité sociale ? Sans doute parce que les attaques contre celle-ci sont politiquement porteuses vis-à-vis des électeurs de droite, depuis que les partis nationalistes flamands tentent de faire monter la pression pour la fédéralisation de la Sécu sous prétexte de son déficit dans la région wallonne...

Des profits qui se portent bien

Pourtant, il y a un domaine où les choses vont encore très bien, celui des profits patronaux. Les plus grands groupes industriels du pays continuent à faire de plantureux profits... en augmentation ! Le groupe Gevaert (chimie) déclarait il y a quelques semaines avoir réalisé au cours du premier semestre 1993 un bénéfice net de 1,5 milliard de FB contre 1,1 en 1992 pour la même période (1FF = 6FB). La Générale de Banque annonçait, elle, une augmentation de 10% de ses bénéfices semestriels. Les bénéfices des autres banques vont dans le même sens. La Bourse de Bruxelles est à la hausse depuis des mois ; hausse amplifiée par la baisse des taux d'intérêts en Allemagne – et en Belgique par voie de conséquence – qui rendent maintenant les placements boursiers plus compétitifs que certains placements purement financiers.

Les capitaux ne manquent donc pas ! Par exemple, les groupes industriels et financiers belges (et luxembourgeois) ont gagné depuis 1992 la deuxième place des investisseurs étrangers en France, avec 96 milliards de FB, après l'Italie, mais avant les USA, les Pays-Bas et l'Allemagne (investissements qui sont en grande partie des rachats d'entreprises).

Alors, les fonds nécessaires au comblement des déficits de l'Etat et de la Sécurité sociale existent. Ils se trouvent dans la poche des patrons. C'est là qu'il faudrait les prendre et pas dans celle des travailleurs, des retraités et des chômeurs.

La prudence des directions syndicales

La Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB), liée au Parti Socialiste, qui déclarait encore dernièrement que le problème de "compétitivité" des entreprises belges était un problème réel à résoudre, a refusé d'entériner le "Pacte social"... refusant par là même d'assumer sa part d'impopularité auprès des travailleurs.

Philippe Busquin, président du PS, qui fait partie de la coalition gouvernementale avec le Parti Social Chrétien et leurs deux homologues flamands, avait pourtant entériné d'avance la plupart des mesures antisociales du "Pacte". Mais ses amis de la centrale syndicale, qui ont plus de marge de manoeuvre, n'ont pas suivi cette voie. D'autant que dans de nombreux syndicats, à la base, le mécontentement contre les reculs sociaux qui se préparaient s'exprimait de plus en plus ouvertement.

GAMMA/DEVILLE

Dans une entreprise en Belgique.

Dans l'autre grande centrale syndicale, la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC), la décision d'accepter la poursuite des négociations du "Pacte", avec à terme sa signature, n'avait été acquise au bureau national que d'extrême justesse, car là aussi des syndicats faisaient entendre leur opposition.

Maintenant, c'est le gouvernement seul qui va devoir définir les mesures d'austérité que le patronat veut imposer à la population et aux salariés en particulier.

Et il est probable que le problème communautaire wallon-flamand, si utile aux politiciens pour diviser les travailleurs belges, va de nouveau être mis au premier plan, ne serait-ce que parce que ce sont surtout les syndicats francophones (FGTB comme CSC) qui ont pris position dans le sens du refus du "Pacte"...

Quand le plan d'austérité du gouvernement va être publié, les syndicats – et la FGTB en particulier – vont-ils se contenter d'une opposition toute formelle aux mesures d'austérité, ou bien vont-ils contribuer à l'organisation de la protestation des salariés ? Sans doute un peu des deux.

Mais il est certain que les travailleurs ne peuvent pas compter sur ces directions syndicales pour que s'engage une contre-offensive réelle face au patronat : elles sont trop respectueuses des intérêts de la bourgeoisie pour le faire.

Jean LANGEVIN

LE PACTE SOCIAL MANIÈRE GIB

Dominant la grande distribution, hyper et supermarchés, supérettes et magasins de bricolage, Quick et autres restaurants rapides, le groupe GIB se classe parmi les cinq premières entreprises de Belgique, tant par son chiffre d'affaires que par le nombre de ses employés.

Cependant, le directeur vient d'annoncer au début du mois d'octobre qu'il allait se débarrasser du quart des effectifs des grands magasins, soit 4 600 personnes.

Dans le même temps, à l'occasion d'interviews dans plusieurs journaux, l'administrateur principal, Diego Du Monceau, déclare : *"Si je reçois l'autorisation d'ouvrir tous les GB du pays le dimanche, de 10 à 17 heures, avec l'obligation de fonctionner avec 60 % de chômeurs, je les engage directement et je leur paie une formation adéquate"*.

Licencier 4 600 salariés pour en faire travailler d'autres dans des conditions encore plus dures et avec des salaires plus faibles, voilà le "Pacte social" dont rêvent les financiers de GIB... et de bien d'autres entreprises !

Ces capitalistes à la tête d'immenses fortunes sont prêts à jeter à la rue le quart de leur personnel pour tenter d'imposer une plus grande flexibilité du travail, réduire les salaires et aussi accroître leur extension au détriment des autres distributeurs, surtout des petits, car, pour le moment, les grands magasins ne sont autorisés à ouvrir que trois dimanches par an.

Les magasins GB étaient déjà connus pour leurs conditions de travail éprouvantes, mais demain cela pourrait être encore pire.

Quant au président du syndicat FGTB-Bruxelles, il a déclaré tout penaud : *"Pendant que nous élaborions le calendrier des prochaines rencontres, ce monsieur, qui a décidé de licencier 4 600 personnes, se laissait aller à des déclarations provocatrices. Ce n'est pas sérieux. Les patrons précédents nous avaient habitués à un excellent climat social"*.

Jeudi 21, avec des syndicats FGTB et CSC, les employés de plusieurs magasins GB se sont mis en grève. D'autres sont allés "visiter", dans la région de Namur, le château qui sert de résidence secondaire à un autre administrateur. Cela n'est qu'un début...

AFP

Congrès du Parti Socialiste

LES LABORIEUX EXERCICES DE ROCARD

Les vendredi 22, samedi 23 et dimanche 24 octobre, s'est tenu au Bourget, dans la banlieue parisienne, le congrès national du Parti Socialiste. Ce n'est certes pas sur cet aéroport, aujourd'hui en grande partie désaffecté, qu'ont eu lieu les événements les plus importants de ce week-end. Mais tout de même, là, Michel Rocard qui s'était emparé par un coup de force du secrétariat du parti, le 3 avril dernier, a véritablement pris son envol. Le voilà maintenant élu au poste de premier secrétaire avec plus de 80 % des voix.

Ceux que l'on nomme les "éléphants" du parti s'étaient presque tous rangés derrière la personne de Rocard. Mitterrand a même déposé une petite cerise sur le gâteau. Bref l'atmosphère était à l'optimisme ; un optimisme qui fit, paraît-il, oublier le désastreux congrès de Rennes, où les divers courants s'étaient publiquement entre-déchirés, et peut-être même la défaite électorale des dernières élections législatives. Il faut dire que, depuis le congrès de Rennes, Rocard avait pris un certain nombre de mesures visant à limiter l'expression des tendances, comme celle consistant à faire élire le premier secrétaire du Parti Socialiste directement par les délégués au congrès et non plus par le comité directeur, composé à la proportionnelle par les représentants des motions.

Le congrès s'est ouvert par quelques grandes phrases prononcées par Rocard, parlant du socialisme *"qui ne peut aller où il va qu'en sachant d'où il vient"*, ou encore déclarant : *"On ne fabrique l'avenir qu'à partir du passé"*. Une première difficulté se profilait alors : comment faire du neuf avec des gens qui, dans un passé récent encore, ont assumé des responsabilités gouvernementales, sans jamais nuire aux intérêts de ceux pour qui ils géraient, la bourgeoisie ?

Lorsque Rocard, Mauroy ou Fabius, pour ne citer que ceux qui furent Premiers ministres, veulent faire du neuf sans oublier ni leur passé, ni d'où ils viennent, la tâche peut sembler délicate. Eh bien non ! Rien ne les gêne apparemment. En tant que représentants d'un parti qui se veut une organisation d'alternance, ils sont fort capables de faire montre de démagogie, d'oublier la politique qui fut la leur quand ils étaient au gouvernement pour trouver aujourd'hui, face à leur auditoire, des accents qui se veulent "anti-capitalistes".

Alors, on a beaucoup parlé à ce congrès de la *"politique de régression et de réaction"* du gouvernement Balladur, ce qui évidemment n'est pas faux ; de sa propension à distribuer *"des sommes considérables aux entreprises, par la baisse des impôts des plus riches et par la réduction des sommes versées par l'Etat aux collectivités locales"*, en oubliant évidemment que, lorsqu'ils étaient au pouvoir, les socialistes menèrent une politique tout autant de "régression", tout aussi "réactionnaire".

Et puis, lorsqu'il s'est agi d'élaborer une politique pour le futur, en ce qui concerne la lutte contre le chômage en particulier, la baisse du temps de travail par les 35 heures, les 32 heures ou la semaine de quatre jours, a été largement abordée par les congressistes. Mais comme il leur fallait se différencier de tous ceux qui, à droite ou dans les milieux patronaux, voient aussi cette mesure d'un œil favorable, à condition bien sûr qu'elle soit assortie d'une baisse des salaires, certains dans ce congrès - ou plus largement dans le milieu socialiste - auraient pu avoir tendance à prendre le contre-pied en s'opposant par avance à toute baisse des salaires en cas de diminution des horaires de travail.

Seulement, Rocard était là qui veillait. Et de déclarer tout net : *"Ceux qui veulent croire qu'on pourrait réduire massivement la durée du travail sans aucune réduction de revenu pour quiconque nourrissent des illusions"*. *"Il faudra prendre en compte l'ensemble des revenus"* a-t-il poursuivi. Ceux du capital (démagogie d'opposant oblige) mais aussi ceux du travail. Les salariés, qui doivent déjà à Rocard de payer chaque mois la CSG sur leur feuille de paye, apprécieront ; il persiste, signe, et est prêt à en rajouter.

Décidément, ce ne fut pas sur l'aéroport du Bourget que, ce week-end-là, il se passa des choses bien importantes.

Georges LATTIER

La Poste
Recette principale de Toulouse

LE BRAS DE FER DES POSTIERS CONTINUE

Cela fait maintenant quatre mois que la centaine de facteurs de la Recette principale de Toulouse est en grève (sur un effectif de 170 environ) contre la suppression de tournées et l'allongement de la semaine de travail (de 37 à 39 heures).

L'administration n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de briser la détermination des grévistes. Pour ne parler que des manœuvres les plus récentes, le mercredi 22 septembre, la direction a assigné en référé une quinzaine de facteurs pour entrave à la liberté du travail et voies de fait. Cela faisait suite à l'intervention qui se voulait musclée, de quelques cadres venus dissuader nuitamment les quelques facteurs qui gardaient la tente des grévistes (plantée depuis plusieurs semaines devant la direction départementale). Mais au bout d'une demi-heure, ces messieurs se sont retrouvés rapidement encerclés et se sont dégagés piteusement. Le jour du procès, les postiers toulousains ont marqué leur solidarité en arrêtant le travail et en se rassemblant devant le tribunal à plus de 300.

A l'issue d'une longue attente, les syndicats ont accepté le compromis que proposaient le juge et la direction : ne plus essayer de bloquer le courrier en échange de la suspension des plaintes et de la reprise des négociations. En fait, l'administration, qui a engagé deux supplétifs par facteur gréviste, ne voulait plus que les facteurs sèment la perturbation dans les services postaux (tri, bureaux, camions, etc.), comme ils le faisaient depuis quelques semaines. Très vite, il a été clair qu'il s'agissait pour l'administration de gagner du temps en espérant un pourrissement de la situation. En fait de négociations, la direction n'a lâché que sur une tournée. Mais fin septembre, les feuilles de paie sont tombées : paye zéro.

Et lorsque le lundi 4 octobre, après deux ou trois jours d'interruption des "négociations" du fait du directeur, malade, celui-ci proposait qu'elles reprennent ailleurs qu'à la direction départementale, les grévistes ont eu le sentiment qu'on les baladait. Ils ont donc refusé et ont envahi à 70 le bureau du directeur qui en est devenu blême. Et jusqu'au soir, il a refusé de boire, de manger, et même d'utiliser le WC portatif que les grévistes avaient gracieusement mis à sa disposition. Les CRS l'ont "libéré" à 19 heures.

Le mardi 5, pratiquement tous les grévistes ont été assignés en référé pour séquestration. Mais le juge a quand même admis dans les faits qu'il n'y avait pas réellement négociation et a refusé de statuer sur la séquestration.

Le 22 octobre, lorsque les travailleurs des ateliers de réparation d'Air France de Toulouse-Montaudran ont décidé de bloquer les voies à la gare de Toulouse, les facteurs étaient avec eux. Cela a renforcé le moral de tous ceux qui commençaient à ressentir les effets de l'isolement. Car pour l'instant, si les autres postiers ont manifesté à plusieurs reprises des gestes de solidarité, le mouvement n'a pas fait tache d'huile.

Le mardi 26 octobre, un nouveau directeur a été désigné pour reprendre les "négociations". Celui qu'il remplace, et qui aurait été "promu" à la région, a-t-il été usé par ces quatre mois de grève ?

En tout cas, les facteurs, renforcés par les événements à Air France, sont toujours en grève et... en sont à leur deuxième directeur.

Correspondant LO

MOINS CINQ

Les fonctionnaires viennent d'obtenir 4,99 % d'augmentation. Mais attention : en trois ans ! Il paraît que cela va un peu plus vite que l'inflation. Mais avec la hausse de la CSG, ce n'est déjà plus vrai, et que sera l'inflation dans trois ans ?

Pourquoi 4,99 % ? Pour ne pas franchir la "barre psychologique des 5 %"...

Les syndicats ont signé cet accord, sauf la CGT et FO. Quant aux fonctionnaires, eux n'ont rien signé.

À l'Heure (et demie) de vérité

L'INÉGALITÉ EXISTE, MITTERRAND L'A RENCONTRÉE

AFP

Evénement exceptionnel, Mitterrand était invité, lundi 25 octobre, à l'"Heure de vérité" de France 2. Disposant d'un régime de faveur, on est président ou on ne l'est pas, l'heure avait été allongée à une heure et demie.

Il faut dire, première (et dernière) révélation de la soirée, que c'était l'anniversaire du président qui fêtait ses 77 ans. A défaut d'heure (et demie) de vérité, on a eu au moins droit à une minute de sincérité : *"Je trouve que ce n'est pas mal d'arriver à cet âge-là"*. Pour le reste, tout était calculs de politicien, et l'on sait que Mitterrand est plutôt un représentant roué de l'espèce.

Evidemment, l'exercice était d'autant plus confortable que les difficultés du Premier ministre Balladur à Air France lui permettaient de relever finalement que : *"Quand on dit "je ne reculerai pas", le fait, ensuite, de traiter n'est pas un signe de force."*

Et Mitterrand, après avoir affirmé ne pas être *"un distributeur de prix"*, de se mettre à en distribuer à droite et à gauche.

Balladur est-il un homme d'Etat ? *"Il l'est"*. C'est même un *"honnête homme"*. Chirac est très bien aussi : *"Il est travailleur, il est compétent"* et *"aime le service public."* Vous cherchez un autre brave et honnête politicien ? Eh bien, voyez... Rocard. Il a été élu secrétaire du Parti Socialiste avec 80 %. *"Moi, j'avais été élu avec 100 %"*, rappelle Mitterrand, perfide, avant de reconnaître en Rocard un *"dirigeant de valeur"* d'autant plus qu'il n'y a *"pas du tout de rupture de ton ni de politique entre 1971 et 1993"*. Rocard arrivera donc bien à faire du Mitterrand...

Reste justement Mitterrand... qui n'est pas mal, non plus. Il n'a pas fait de miracles ? *"D'autres peuvent faire des miracles là où Blum et moi ne les avons pas faits !"*.

Mais Mitterrand ne s'est pas contenté de se placer au-dessus de tout ce petit monde pour souligner qu'il reste le président. Il a joué aussi une très longue, et très pénible, comédie : celle du prétendu défenseur de la protection sociale et des "droits des travailleurs". En préparant cette émission, Mitterrand a fait quelques découvertes : la moitié des Français gagnent *"moins de 7 000 F par mois"*. *"Avec moins de 10 000 F par mois, cela ne doit pas être facile de vivre !"*, s'étonne même le bourgeois Mitterrand... qui a constaté que la protection sociale s'en va à vau-l'eau et découvre que *"si l'on réduit les remboursements aux pauvres gens"*, eh bien figurez-vous qu'*"on ajoute à leurs difficultés"* !

Et que dire du numéro de démagogie à propos de la semaine de 32 heures censée créer du travail en le partageant, comme si ce projet n'avait pas surtout pour objet, en fait de partage du travail, de faire partager les bas salaires encore plus largement, sans réduire pour autant le chômage. Et Mitterrand de jouer les socialistes du lundi soir et de rappeler les grandes luttes des travailleurs pour la conquête des loisirs. Mais que fera-t-on de ces loisirs, qu'il fait miroiter, si cette réduction d'horaires s'accompagne, comme c'est envisagé, d'une nouvelle réduction des salaires ?

Au moment où la colère d'une partie de la classe ouvrière se fait entendre, Mitterrand feint de se pencher, de façon paternaliste, sur le sort des "pauvres gens". Il ne manque pas d'audace, cet oracle qui sort de son Elysée pour émettre de tels avis alors qu'il sait parfaitement que, si les salaires sont bloqués depuis 1982, si la protection sociale recule, c'est que tous les gouvernements, de gauche comme de droite, se sont relayés pour la rogner, la raboter ; et que tout cela s'est fait sous le règne d'un seul et même président : Mitterrand !

Jacques FONTENOY

Le remboursement de la TVA aux entreprises

Arc

Les patrons récupèrent" la TVA sur leurs achats de matériaux, machines, etc. La récupération, un mois plus tôt, est un gros cadeau fait par les contribuables aux patrons.

UN CADEAU AUX PATRONS DE 11 MILLIARDS DE FRANCS... QUI DEVIENT 46 MILLIARDS

L'un des principaux cadeaux accordés au patronat par le gouvernement Balladur a été la suppression de la règle du décalage d'un mois dans le remboursement de la taxe à la valeur ajoutée (TVA).

La TVA est un impôt indirect frappant en principe les ventes de tous les produits ou services. Elle est encaissée par les fabricants ou les commerçants. Ils majorent leurs prix de vente de cette taxe, qu'ils doivent ensuite reverser à l'Etat. Même s'il existe des taux inférieurs (5,5% par exemple, pour les livres ou les plats cuisinés à emporter et 2,1% pour la presse quotidienne et assimilée), la grande majorité des produits se voient appliquer le taux de 18,6%. Les taux supérieurs ont disparu pour que le taux français se rapproche du taux européen (15%).

Mais cette taxe étant seulement "à la valeur ajoutée", les entreprises peuvent déduire de cette TVA qu'ils reversent à l'Etat la TVA qu'elles ont elles-mêmes payée lorsqu'elles ont acheté leurs propres fournitures à d'autres entreprises. Ce qui fait que celui qui paye réellement la TVA est le consommateur final, qui ne peut plus "récupérer" la TVA sur qui que ce soit. Un salarié ne peut pas, lui, "majorer" son salaire de la TVA, pour "récupérer" celle qu'il paye.

Mais jusqu'à présent, une règle dite "du décalage d'un mois" s'appliquait : les entreprises devaient la TVA sur leurs ventes du mois, mais ne pouvaient déduire que la TVA payée sur leurs achats le mois d'avant. Elles avaient donc en permanence, dans leurs comptes, un mois de TVA en cours payé par eux... mais pas encore "récupéré".

C'est ce décalage d'un mois que le gouvernement Bérégovoy avait commencé à remettre en cause au début de l'année et que le gouvernement Balladur vient d'abolir entièrement.

Lors de la présentation du collectif budgétaire avant l'été, cette mesure n'était encore censée représenter qu'un cadeau de 11 milliards, l'Etat ayant prévu que le remboursement effectif de ce "mois de décalage" serait étalé sur des années...

On imagine la tête déconfite des patrons qui attendaient de cette mesure une grosse avance de trésorerie, et les pressions qu'ils ont faites dans la coulisse ! Et le gouvernement Balladur, qui ne sait pas dire non à ces gens-là, a décidé, pendant l'été, que les sommes en question seraient finalement remboursées sans tarder.

Ainsi, quand la créance se situera en dessous de 150 000 F, la totalité sera remboursée tout de suite. Pour toutes les créances supérieures, le quart de la somme sera remboursé, avec un minimum de 150 000 F. Ainsi, pour une créance de 500 000 F, même si le quart représente 125 000 F, l'entreprise recevra 150 000 F. Pour une créance d'un million de francs, elle encaissera 250 000 F.

D'après les évaluations effectuées, la mesure coûtera au total 46 milliards de francs et 97% des entreprises devraient ainsi être intégralement remboursées de ce mois de décalage. La "rallonge" de 35 milliards sera puisée dans les milliards ramenés par l'emprunt Balladur. Quand on vous disait que, même quand l'Etat dit n'avoir pas d'argent, il sait quand même en trouver pour ceux qu'il aime...

J. F.

SNI (Plaisir - 78)

NE PAS PAYER LA CRISE DES PATRONS

FETE DE LUTTE OUVRIERE à TOURS

Samedi 6 novembre de 16 heures à 24 heures Salle de la Pléiade - La Riche

SNI, Siemens Nixdorf, est le premier constructeur européen d'informatique. Il est né en 1990 lorsque le groupe Siemens (400 000 salariés de par le monde) a racheté IN2 (constitué de Léanord et de la branche informatique d'Intertechnique) puis, également, la société Nixdorf. Depuis cette date, les plans de licenciements ont succédé aux plans de restructuration. Et cette année encore, un cinquième plan vient d'être annoncé alors que nous ne sommes plus que 1 700 dans l'entreprise.

Cette fois la direction envisage de jeter dehors un quart de l'effectif soit 458 suppressions d'emplois. En cinq ans, le centre industriel de Plaisir a déjà divisé par trois ses effectifs alors que la productivité a été multipliée... par huit ! A Haubourdin, autre usine du groupe, où un quart des salariés sont menacés de faire la queue à l'ANPE dès 1994, la productivité a été doublée.

Pour la majorité d'entre nous, ces licenciements annoncés apparaissent comme une catastrophe. Nous savons qu'il y a 41 000 chômeurs dans l'informatique en ce moment en région parisienne, et donc peu de chances de retrouver facilement du travail. Nous avons fait un premier débrayage à l'appel des syndicats. Nous nous sommes retrouvés 300 au siège de l'entreprise à Cergy. Et cela ne devrait être qu'un début.

Jusqu'à présent, la crise de l'informatique paraissait être une fatalité contre laquelle personne ne pouvait lutter. Aujourd'hui, même les cadres de l'entreprise sont menacés, trouvent la situation insupportable et se rangent aux côtés de ceux qui veulent s'opposer aux plans de la direction. Comme tant d'autres patrons, ceux de SNI ont l'imagination enfiévrée quand il s'agit de supprimer des emplois tout en évitant — si possible — notre colère. Ainsi, la direction a proposé ce qu'elle appelle *"l'essaimage"*, c'est-à-dire la création de sociétés sous-traitantes avec ceux qu'elle licencierait ! Elle propose également, pour les services généraux comme la comptabilité par exemple, une diminution de salaire de 10%. Et d'expliquer que cela permettrait de limiter – un peu – les licenciements...

Après la disparition des petites entreprises, les poids lourds comme IBM, ATT, Fujitsu et Siemens licencient à leur tour. Mais chez ce dernier, à Plaisir, on discute des actions à mener et les licenciements annoncés ne passeront pas comme lettres à la poste.

Correspondant LO

Échos des entreprises

LES LICENCIEURS FONT L'AUMÔNE

Le Crédit Lyonnais fait partie des donateurs de 50 millions de francs recueillis par le tout nouveau Fonds d'aide contre l'exclusion.

S'il veut nous faire croire qu'il donne dans l'humanitaire et le social, le CL ne manque pas d'air ; c'est Martine Aubry, ancien ministre du Travail et largement responsable des mesures anti-ouvrières, qui préside ce fonds, surtout décoratif.

Et côté exclusion, le CL, comme toutes les autres grosses entreprises, s'y connaît puisque la mode est plus aux restrictions de personnel qu'aux embauches.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Crédit Lyonnais (Centre de Rillieux - 69)*

LES PAUVRES DE LA PAROISSE

La presse nous apprend que Michelin a distribué en juillet plus de 160 millions de francs de dividendes aux actionnaires au titre de l'année 1992.

La trinité, Michelin père, Michelin fils et Zingraf, majoritaires, ont touché à eux trois plus de 80 millions de francs.

Quelques autres millions, récupérés grâce aux avantages financiers, ont doublé cette somme. Michelin va mal, disent-ils, mais on voit où prendre l'argent.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Michelin (Saint-Doulchard - 18)*

LES ARRACHEURS DE DENT

Gérard Longuet s'est voulu très rassurant pour le personnel de France Telecom en affirmant que la privatisation ne toucherait à aucune des garanties actuelles du personnel.

On se demande si les services de France Telecom lui ont dit qu'il était prévu de supprimer 50 000 emplois dans les trois ans à venir ou s'il ment délibérément comme Quilès avant lui et comme Longuet avant Quilès !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Chèques Postaux (Bordeaux - 33)*

Gamma

DU HAUT DE CES COTATIONS

La Bourse de Paris va de records historiques en records historiques. Le dernier date du 22 octobre. Pendant que les licenciements se comptent par dizaines de milliers, ceux qui touchent les revenus de leurs "valeurs" s'en mettent plein les poches.

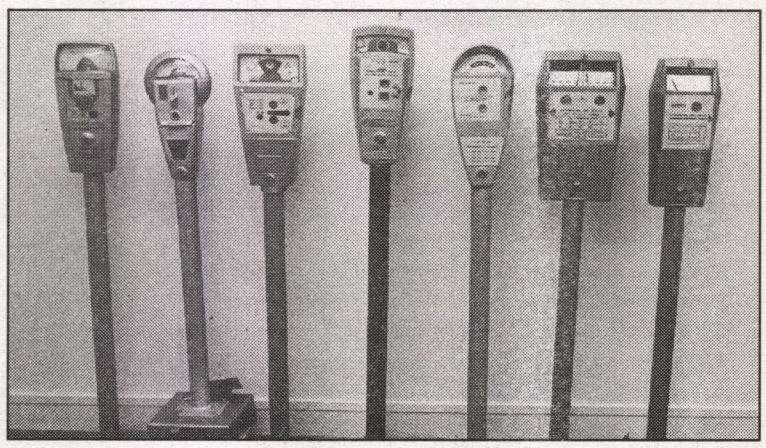
PLUS DE LAIT GRATUIT POUR LES PAUVRES

Le lait en excédent par rapport aux quotas fixés par la CEE était parfois donné gratuitement aux Restos du cœur et autres associations caritatives. Dorénavant tout lait qui sort des fermes devra être dans le quota. S'il est en excédent, l'agriculteur devra payer... même pour en faire un don gratuit. Comme c'est beau la société moderne !

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE SEPTEMBRE 1993 (N° 1 - Nouvelle série)

- **FRANCE**
  Attaques en rafales contre la classe ouvrière.
- **MOYEN-ORIENT**
  De l'"Intifada" des territoires occupés à l'accord israélo-palestinien.
- **NIGERIA**
  La "démocratisation", l'armée et l'impérialisme.
- **HAITI**
  Enlèvements et assassinats politiques : la "démocratisation", en marche.
- **ETATS-UNIS**
  Le Parti Démocrate : un "ami" des travailleurs... ou des bureaucrates ?

(La nouvelle série de "Lutte de classe" est uniquement en langue française
Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres.)



AFP

RACKET

La Ville de Paris, qui a gagné 70 millions de francs sur les parkings payants en 1992, va augmenter les tarifs de ceux-ci de 25% à 100% selon les zones.

Cela ne fera pas une place de plus pour stationner, c'est seulement un impôt supplémentaire pour les automobilistes de la région parisienne qui se garent dans Paris.

ELM Leblanc (Drancy - 93)

LA DIRECTION DOIT REMBALLER SON PROJET

LO

A ELM Leblanc, le plan de la direction pour "annualiser" nos horaires de travail (43 heures en hiver, puis 39 et 35 heures en été) n'est pas passé.

En effet, mercredi 20 octobre, jour de la seconde réunion entre syndicats et patron censée négocier cette annualisation, les syndicats CGT et CFDT de l'usine ont appelé à une assemblée générale dans le hall du bâtiment de la direction. Là, à l'heure dite, non seulement se sont rassemblés les ouvriers de l'usine principale mais encore 80% des ouvriers de l'usine de Bobigny, située tout de même à dix bonnes minutes à pied du lieu de rassemblement.

Au total, près de 250 travailleurs ont demandé alors au patron de descendre et de dire qu'il annulait son projet. Il est descendu en effet et a rassemblé les ouvriers dans une salle de réunion. Et là, l'ambiance a été chaude ! Non seulement contre le patron d'ailleurs, mais aussi contre une chef particulièrement grossière à l'égard des ouvrières qu'elle traite de *"feignantes"* et de *"bonnes à rien"* à longueur de journée. Les représentants du syndicat FO en ont reçu eux aussi pour leur grade lorsque, devant l'assemblée, ils ont pris fait et cause pour le patron qui avait, selon eux, *"malheureusement raison"* !

Le patron a eu, ce jour-là, tellement chaud qu'il a remballé son projet... avant de s'enfuir !

Forts de leur succès, les ouvriers ont fait le tour de l'usine pour chercher et entraîner ceux encore au travail. Rapidement, d'ailleurs, les ateliers se sont vidés. Puis à 250, nous sommes allés revoir la chef qui injurie les ouvrières pour lui dire ce qu'on pense d'elle et de son comportement. Elle n'en menait pas large...

C'est la première fois à ELM Leblanc qu'il y a un tel mouvement qui mobilise au total près de 350 travailleurs. Evidemment, faire reculer la direction, se voir si nombreux et si unis, cela a donné bien du tonus à tous. Et cela va compter pour l'avenir car chacun sent que, dans cette entreprise, la direction va encore tenter d'autres sales coups.

Correspondant LO

Rhône-Poulenc Belle-Étoile (Saint-Fons - 69)

LA GRÈVE A PAYÉ

Depuis plusieurs mois, dans les secteurs empotage, dépotage et traction de l'usine, Rhône-Poulenc Belle-Etoile de Saint-Fons (Rhône), le mécontentement augmentait : le personnel absent n'était pas remplacé, la charge de travail s'accroissait et des rumeurs circulaient sur la réorganisation du service.

Et puis ça a débordé et les travailleurs se sont mis en grève pour l'embauche de deux intérimaires, l'arrêt des heures supplémentaires, une augmentation de 400 F intégrée dans le salaire de base et une meilleure organisation du service.

Lundi 11 et mardi 12 octobre, seuls un non-gréviste et deux intérimaires ont chargé et déchargé camions et wagons. Certains secteurs de l'usine commençaient à envisager de tourner au ralenti. Pendant ces deux jours, la direction a "amusé" les grévistes de réunion en réunion.

Mercredi 13, lassés de se faire ainsi lanterner, les grévistes ont décidé de bloquer camions et wagons à l'entrée de l'usine, dès 5 heures du matin. Malgré les menaces d'intervention d'un huissier, les travailleurs ont tenu bon et comme par hasard les discussions sur les salaires, impossibles la veille, sont devenues réalisables.

Compte tenu d'une petite prime supprimée et intégrée dans le salaire, les travailleurs ont obtenu une hausse du salaire de base de 230 F, quatre passages au coefficient supérieur, la définition des postes de travail, l'arrivée de deux intérimaires en plus et le paiement de 14 heures de grève sur les 24 effectuées.

Mercredi 20 octobre, lors d'une ultime réunion avec la direction, deux augmentations individuelles ont été obtenues, ainsi qu'un coefficient supérieur.

Les ouvriers de la traction-empotage-dépotage, même s'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils demandaient, sont contents d'avoir fait reculer la direction. Dans l'usine, cela fait longtemps qu'il n'y avait pas eu de grève et ce mouvement a donné des idées à quelques-uns. D'ailleurs dans le secteur PolyTG, il a suffi d'une délégation pour que le personnel de jour obtienne une prime de 157 F. Et dans d'autres secteurs, ça discute ferme...

Correspondant LO

Aérospatiale

LES MAGOUILLES ÇA NOUS RENFLOUE

Il est question que l'Etat renfloue la société Aerospatiale, en vue de "l'assainir" pour préparer sa future privatisation. Comme cela se passe chez Bull en ce moment. Cette privatisation ne devrait pas intervenir avant 1996.

Combien cela va-t-il coûter à l'Etat ? Celui-ci "offre" pour le moment 1 milliard, alors que Gallois, le PDG d'Aerospatiale, réclame 3 milliards.

Quel que soit le prix définitif, on imagine la joie des contribuables qui vont bien involontairement contribuer à ces opérations financières.

Et pendant qu'on s'apprête à "passer la monnaie", le PDG lance dès le 1er janvier 1994 un second PAE (Plan d'Adaptation de l'Emploi) qui touche 2 240 emplois déclarés en "sureffectif". Le précédent PAE, en 1993, ayant rempli son office en supprimant un nombre équivalent d'emplois...

Contribuables et salariés, chacun de leur côté (et même des deux côtés pour les salariés) vont payer de leur poche et de leur personne, pour que ministre et PDG puissent présenter une société "assainie" qui fera les choux gras des possesseurs de capitaux.

Correspondant LO

Automobiles Peugeot (Sochaux - 25)

PROMOTION YO YO

Ces dernières semaines, dans l'atelier de Carrosserie – l'atelier le plus important des usines de Sochaux – il y a de drôles de promotions : des techniciens des services qualité, des bureaux de méthodes, etc., se sont retrouvés promus chefs d'équipe en production.

Ils étaient dans des bureaux en horaire "normal" (7 h 30/16 h) ; ils travaillent dorénavant sur les chaînes de fabrication en "doublage" (5 h/13 h ou 13 h/21 h).

Et pour faire bonne mesure, la hiérarchie a su trouver les mots qui rassurent : *"Pour monter un jour, il faut savoir descendre..."*

MILLIARDS COMMUNICANTS

L'Etat va "augmenter le capital" de Bull, en donnant 7 milliards à cette entreprise. Il s'agit de la rendre plus performante tout en supprimant des milliers d'emplois. Ensuite Bull devrait être privatisé. Ces 7 milliards sont donc un cadeau fait par les contribuables aux futurs acheteurs, c'est-à-dire avant tout aux patrons. Il n'y a pas d'argent ? Ca dépend pour qui !

BNP

LES SPÉCULATEURS ENCAISSENT DEUX MILLIARDS

Saussier / Gamma

Les milieux financiers le répétaient à loisir et le gouvernement ne s'en cachait pas : la privatisation de la BNP serait une bonne opération pour ceux qui y souscriraient. De fait, des petits aux gros spéculateurs, beaucoup de monde s'est précipité pour acheter ces actions, sur la base de 240 F, prix fixé jusqu'au 15 octobre.

Et comme prévu, dès le lundi 18 octobre, premier jour de la cotation en Bourse, les cours s'établissaient autour de 280 F, atteignant même 290,10 F le vendredi 22 octobre, soit une augmentation de plus de 20% par rapport au prix de souscription.

Du coup, les spéculateurs y sont allés de bon cœur, se précipitant pour revendre ce qu'ils avaient acheté à bas prix la veille et empocher en passant des millions de bénéfices. D'après les spécialistes, au cours de la première semaine, 14% du capital, soit 56 millions de titres, ont changé de main.

Tous comptes faits, c'est un cadeau d'environ 2 milliards de francs que le gouvernement a ainsi servi sur un plateau à tous les richards, rentiers et autres banquiers spéculateurs.

MAS-DU-TAUREAU (Vaulx-en-Velin)

ÇA CHAUFFE DU CÔTÉ DES ASSISTANTES SOCIALES

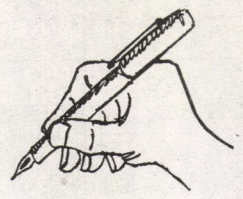
Il y a trois ans, les jeunes du Mas-du-Taureau se révoltaient après la mort d'un des leurs et faisaient brûler le centre commercial du quartier. Depuis, pouvoirs publics et médias prennent périodiquement cette ZUP de la banlieue lyonnaise en exemple pour montrer que tout ne va pas si mal que ça, que les choses bougent, qu'ils font de leur mieux... Quelle hypocrisie !

En effet, depuis le 10 mai 1993, la Maison du département du Rhône (MDR, anciennement centre médico-social) est fermée "provisoirement" en attendant de nouveaux locaux. Les assistantes sociales ont été réparties sur les autres MDR de Vaulx-en-Velin où, faute de bureau disponible, elles reçoivent la population comme elles le peuvent, dans les couloirs, les salles d'attente, la cuisine. Quant aux consultations gratuites de nourrissons, elles ont été purement et simplement supprimées.

Depuis 5 mois, les promesses de relogement se sont succédé. Finalement, excédé, le personnel unanime a décidé la grève de 24 heures, reconductible tous les jours jusqu'à l'entrée dans des locaux neufs.

Tous les jours, les grévistes expliquent leur grève à la population, qui a signé massivement une pétition, reçoivent presse et télévisions locales, organisent la solidarité. Les autres MRD de Vaulx ont fait un jour de grève avec elles et, si la situation n'est pas réglée le 30 octobre, c'est l'ensemble du département qui sera appelé à une journée de grève.

Avec la solidarité aussi bien de la population que des collègues, le moral des grévistes est au beau fixe et le seul regret est de ne s'être pas mis en grève plus tôt.



Dans notre courrier

TROP BEAU POUR ÊTRE HONNÊTE !

Je vous écris pour témoigner de la façon dont les patrons contournent la loi.

J'ai un ami qui est ouvrier dans une petite entreprise de plomberie-chauffagerie à Sevran, en banlieue parisienne. Son contrat d'un an va bientôt prendre fin. Or, il y a peu, son patron le convoque et lui annonce qu'il est prêt à lui renouveler son contrat, pour une durée indéterminée cette fois et, en plus de cela, il lui propose une augmentation de 1000 F. Mon ami est, bien sûr, satisfait, mais n'en croit tout de même pas ses oreilles. Il ne tarde pas à comprendre le calcul du patron.

En effet, en échange, son patron lui présente un modèle de lettre de démission déjà rédigée par lui, à recopier et à signer sur place, sans la date. Ainsi, du jour au lendemain, celui-ci pouvait se débarrasser de son ouvrier, sans avoir à le licencier, mais en présentant la chose comme un départ volontaire. Cela ne donnerait même pas à l'ouvrier les droits aux indemnités de chômage et éviterait au patron de payer une quelconque indemnité de licenciement. Sans compter tous les chantages à l'emploi que cela aurait permis au patron d'exercer sur lui...

Il a, bien sûr, refusé !

Le 19 octobre 1993

P. M. (Argenteuil)

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE 1 an	LUTTE OUVRIÈRE 6 mois	LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Voir

Le voyage de F. Solanas

L'adolescent Martin Nunca ("Jamais" en espagnol) habite à l'extrême-sud de l'Argentine à Ushuaia, Terre de Feu, "le cul du monde", comme on nous le précise dès le début du film. Il vit avec sa mère et son beau-père qu'il n'estime guère. Il rêve de retrouver à Paraiso (le "Paradis"), en Amazonie, son père, auteur de bandes dessinées, un genre qui inspire ici une réalisation assez débridée.

Dès le début, le ton est donné. Le collège où Martin poursuit ses études tombe en ruine. L'hiver, il neige à gros flocons dans les salles de classe. Les portraits de généraux argentins qui décorent les couloirs et les salles s'effondrent au fil des jours. Et, tout en conservant un ton cocasse, le metteur en scène entraîne le spectateur, à la suite du jeune homme, sur les routes d'une Amérique latine où fable et bandes dessinées font bon ménage.

Ainsi les Boliviens sont rançonnés par des camions qui viennent ramasser tous les produits destinés au paiement de la dette. Les Brésiliens sont obligés de se serrer la ceinture, au propre comme au figuré. Buenos Aires, la capitale de l'Argentine, est noyée sous les eaux, et la spéculation fait rage tandis que surnage le président Rana ("la grenouille") et sa clique équipée de palmes... Et tout cela est orchestré par l'OEA, l'Organisation des Etats Agenouillés - démonstration à l'appui.

La fable est claire : le continent latino-américain est à la dérive, écrasé par la dette. Les politiciens démagogues et corrompus ont pris le relai des dictateurs militaires sans que la situation des populations n'en sorte améliorée.

Quant à Martin, il aura découvert à travers ce voyage bien plus que les sentiments qui l'attachent à son père, sa propre personnalité...

Le réalisateur Solanas, victime d'un attentat où il a été blessé de plusieurs balles aux jambes, a eu beaucoup de mal à terminer ce film. Depuis, il s'est fait élire sur les listes de l'union de la gauche argentine (le "Frente Grande"). Ce qu'il développe ici s'inspire de ce que défend la gauche réformiste d'Amérique latine, où la dénonciation du poids de la dette se mêle à une pointe de nationalisme. Mais, même si la charge sarcastique a ses limites, ce nouveau voyage d'un "Candide" argentin à travers le continent sud-américain ne manque pas de charme.

J.F.

Jurassic Park de Steven Spielberg

Voilà donc, paraît-il, le film à succès de l'année, grâce auquel les dinosaures devraient devenir les dernières vedettes à la mode ! Inspiré du roman de Michaël Crichton *Le Parc Jurassique*, le film met en scène un richissime américain qui entreprend la création d'un parc animalier un peu spécial puisque peuplé... de dinosaures.

Ces animaux, qui vivaient sur la terre il y a quelque 65 millions d'années, à la période de l'ère secondaire dite "jurassique" (d'où le nom du parc), auraient pu être recréés grâce aux progrès de la science génétique. Certaines de ces très grosses bêtes, végétariennes, se contentent dans le film de brouter la flore du parc – reconstituée d'époque, elle aussi– et sont aussi paisibles que de grosses vaches. Evidemment, s'il n'y avait qu'elles pour créer l'aventure, le parc comme le film vaudraient à peine le détour. Mais, parmi les dinosaures, il en est de particulièrement agressifs et carnivores qu'il ne fait pas bon rencontrer par un soir d'orage, au détour d'une allée de Jurassic Park... Et en avant pour un film d'horreur à grand spectacle.

Rappelons tout de suite que la prouesse de bricolage génétique imaginée dans le film et le roman n'est qu'une vue de l'esprit. Le film ne relève que de la prouesse informatique, car c'est par cette technique que Spielberg a réussi à faire vivre à l'écran ces dinosaures purement virtuels, et néanmoins plus vrais que vrais. De ce point de vue, il est très réussi. Au point que Spielberg aurait lui-même dit, alors qu'on lui demandait ce qu'il pensait de son film, qu'il n'y enverrait pas ses enfants. Car ces aventures au pays des monstres veulent impressionner, et Spielberg fait ce qu'il faut pour cela.

On peut ainsi s'offrir une ballade à Jurassic Park... à condition d'aimer ces grosses bé-bêtes.

L.P.

Lire

Johnny s'en va-t-en guerre de Dalton Trumbo

Réédition

Dalton Trumbo, écrivain et scénariste hollywoodien, publia ce roman pacifiste et antimilitariste à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Proche du Parti Communiste Américain, il fut victime de la chasse aux sorcières dans les milieux du cinéma et, de 1946 à 1960, officiellement banni des studios.

Il continua pourtant à travailler comme scénariste, sous pseudonyme, pendant ces années-là. Il fut ainsi le scénariste caché de films comme *Exodus* d'Otto Preminger ou *Spartacus* de Stanley Kubrick. Il présentait le double avantage pour un producteur d'être un bon professionnel... qu'on pouvait payer moins cher à cause de son interdiction.

Libéré du maccarthysme, il tourna lui-même en 1971, en pleine guerre du Vietnam, un film tiré de ce roman, dont les opposants à cette guerre aimaient faire des lectures publiques.

Avec ce livre, Trumbo voulait exprimer violemment son refus de la guerre. Comme beaucoup d'hommes de sa génération, il avait été marqué par la dureté de la Première Guerre mondiale où il situe son roman. Il y raconte l'histoire d'un jeune soldat, enrôlé au moment de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917, et qui, très grièvement blessé, se retrouve dans une chambre d'hôpital. Le lecteur découvre, petit à petit, en même temps que Joe, qu'il n'est plus qu'un cerveau conscient relié à un tronc.

Au prix d'incalculables difficultés, Joe parvient à communiquer avec le personnel soignant, grâce à l'alphabet morse, mais que répondre quand on lui demande : *"Que voulez-vous ?"* Que peut-il bien vouloir en effet ? Peu de choses, mais le peu qu'il demande, pouvoir se retrouver au grand air, lui sera refusé, car il ne peut être question pour l'autorité militaire de laisser paraître au grand jour un tel témoin de la saloperie de la guerre.

Joe le comprend et crie sa révolte dans des pages bouleversantes, qui font écho à celle du préfacier de cette réédition, Ron Kovic, auteur du livre *Né un 4 juillet* où cet handicapé de guerre dénonce avec violence la guerre dont il fut l'une des victimes, celle menée par les Etats-Unis au Vietnam. Ses fortes paroles rejoignent celles de Dalton Trumbo : il faut refuser la guerre et, s'il le faut, prendre les fusils pour cela.

Une lecture quelquefois oppressante mais salutaire en ces temps où l'on nous vante encore les guerres "propres", "chirurgicales", menées pour de prétendues bonnes causes, "le nouvel ordre mondial" ou "l'humanitaire". D'ailleurs, dans une introduction datée de 1970, l'auteur signale que, dans le genre de comptabilité abjecte qui accompagne les guerres, les Etats-Unis dénombrent mieux les tonnes de bombes déversées sur l'ennemi que les soldats de leur propre camp revenus estropiés...

Jacques FONTENOY

Johnny s'en va-t-en guerre *de Dalton Trumbo - Ed. Seuil*

Algérie

LES GRANDES PUISSANCES INQUIÈTES... MAIS RESPONSABLES DE LA CRISE DU PAYS

Les groupes armés islamistes algériens, et en particulier le principal parti islamiste, le FIS, auraient-ils monté d'un cran en s'en prenant désormais aux ressortissants étrangers dans le pays ? C'est ce qu'affirme une grande partie de la presse française à la suite de l'enlèvement en pleine ville d'Alger, à la sortie de leur domicile, lundi 25 octobre, de trois employés du consulat de France, enlèvement au cours duquel le policier algérien chargé de surveiller l'immeuble a été abattu.

Le but recherché par les islamistes à travers de tels actes serait de faire pression sur le gouvernement français. Mais s'il s'agit bien là, ce qui semble le plus vraisemblable, de l'acte d'un groupe armé islamiste (branche armée du FIS, ou groupe concurrent, c'est encore une question de plus), la motivation politique est vraisemblablement plutôt de mettre en difficulté le gouvernement algérien.

D'autant que si les autorités françaises sont aujourd'hui, face à la crise algérienne, favorables au gouvernement en place, car favorables au maintien de l'ordre, elles ne rechigneraient pas si nécessaire à faire affaire avec un gouvernement islamiste ou à favoriser une "réconciliation nationale" et une association des islamistes, ou de certaines factions d'entre eux, au pouvoir. Les déclarations des autorités françaises en décembre 1991, alors que la victoire électorale du FIS semblait inéluctable, l'ont suffisamment montré.

Une démagogie facile... et prudente

Une semaine avant l'enlèvement des trois employés du consulat français, samedi 16 octobre, c'étaient deux lieutenants-colonels russes, instructeurs à la base aérienne de Laghouat, à 400 km au sud d'Alger, qui avaient été assassinés et un quatrième militaire russe blessé. Un mois plus tôt, fin septembre, deux autres Français qui travaillaient comme géomètres avaient été assassinés près de Sidi-Bel-Abbès dans l'est du pays.

Les auteurs et les motivations dans le choix des cibles ne sont peut-être pas les mêmes dans chacun des cas, et les informations réelles difficiles à connaître. Et tout est possible dans ce genre de guerre que se livrent en Algérie l'armée et la police d'un côté, les groupes armés islamistes de l'autre : les provocations policières, les surenchères entre groupes islamistes, les querelles entre factions rivales du pouvoir.

Toujours est-il que l'on voit très bien les motivations que pourraient avoir les groupes islamistes à faire aujourd'hui d'un certain nombre de ressortissants étrangers des cibles de choix de leurs attentats. D'abord parce que de tels attentats peuvent jouir d'une certaine popularité auprès de la base que visent les démagogues intégristes. Un certain nombre d'entre eux, coopérants militaires, personnels d'ambassades, représentent directement les puissances impérialistes en Algérie, celles-là mêmes qui participent au pillage du pays. Les autres, même simples travailleurs envoyés là par leur employeur français, peuvent être présentés aussi comme des agents de l'ancienne puissance dominante, et de toute façon comme des privilégiés ; exactement comme aux yeux des masses pauvres d'Egypte peuvent passer pour riches les touristes occidentaux sur les bords du Nil, contre lesquels les intégristes égyptiens organisent des attentats. Et pour les responsables islamistes, qui tablent sur le mécontentement des pauvres, tout en s'apprêtant, s'ils arrivent au pouvoir, à établir une dictature au service des riches, jouer sur le nationalisme et dénoncer la "main de l'étranger" derrière le pouvoir actuel, plutôt que la bourgeoisie algérienne elle-même, est une démagogie prudente.

L'impuissance gouvernementale mise en évidence

En s'en prenant à des personnels d'ambassades, des industriels ou des cadres étrangers (un industriel allemand dit avoir été menacé, deux Latino-américains et un Philippin travaillant pour une compagnie italienne ont été assassinés dans la région de Tiaret), les islamistes pourraient mettre le gouvernement algérien en difficulté. Aux yeux des grandes puissances, et des trusts qui voudraient investir en Algérie pour profiter des richesses du pays et de la main-d'œuvre à bon marché, ils pourraient par de tels actes faire la preuve que le gouvernement algérien en place ne contrôle rien, n'est pas vraiment maître de la situation, et que rien ne pourra être réglé en Algérie tant que l'on ne fera pas aux islamistes une place au pouvoir.

Les islamistes recherchés par la police.
Gamma

La liste des morts de cette guerre civile larvée ne cesse de s'allonger. Et ils ont beau être évidemment bien plus nombreux dans les rangs islamistes que dans ceux de l'armée et de la police, la répression a eu beau se durcir, avec depuis six mois des opérations de quadrillage dans les quartiers pauvres où les islamistes trouvent refuge, les attentats islamistes, assassinats de personnalités ou incendies et plasticages d'installations semblent même être (tout au moins au nombre de ceux qui sont cités dans la presse) de plus en plus nombreux.

Le dimanche 10 octobre, le directeur du service de pédiatrie d'un hôpital d'Alger avait été abattu par un commando de trois hommes dans l'enceinte même de son hôpital. Le lendemain, lundi 11 octobre, le gouvernement algérien faisait, en quelque sorte en représailles, exécuter 13 islamistes (ce qui porte à 26 le nombre des condamnés à morts passés par les armes, sur les 340 islamistes condamnés à la peine capitale depuis l'entrée en vigueur des lois d'exception en octobre 1992 - dont la moitié par contumace).

Le gouvernement répond ainsi à la violence islamiste par la barbarie d'Etat. Les chefs du FIS, Abassi Madani ou Ali Bel-Hadj, aujourd'hui en prison (momentanément à l'hôpital pour le premier à cause de son état de santé) seront peut-être demain assis à la table des négociations avec les gouvernants actuels ou les chefs de l'armée. Des jeunes écœurés par la misère et le chômage, qui n'ont vu de perspective que dans l'intégrisme religieux, payent pour eux, sans que cette répression ait plus d'efficacité d'ailleurs que de fournir aux islamistes de nouveaux martyrs.

Les cercueils des deux Français à Sidi-Bel-Abbès.
Gamma

Ainsi trois jours plus tard, le jeudi 14 octobre, l'ancien directeur de la chaîne de télévision nationale était assassiné, ainsi qu'un rédacteur en chef de la chaîne, le lundi 18. Jeudi 21 octobre un officier de l'armée et un policier, l'un à Alger l'autre à Médéa, étaient assassinés. Samedi 23, dix islamistes étaient abattus par les forces de l'ordre... Chaque semaine la presse est pleine de tels exemples.

En attendant c'est le renforcement du contrôle des quartiers les plus pauvres, c'est le renforcement du pouvoir de l'armée, et de l'arbitraire du pouvoir et de ses tribunaux d'exception qui s'instaure, au profit de cette lutte contre les islamistes.

Et pendant ce temps la crise économique continue à s'approfondir, les sacrifices imposés à la population laborieuse, hausse des prix, chômage, à augmenter. Le gouvernement met progressivement en place les réformes économiques demandées par le FMI et les banquiers internationaux (et dont la bourgeoisie algérienne escompte récolter aussi sa part), avec notamment la perspective de création prochaine de "zones franches", d'établissement d'un double cours de la monnaie, étape vers une nouvelle et très forte dévaluation demandée par le FMI, avec le nouveau renchérissement de la vie que cela entraînera. Les grands responsables de la dégradation de la situation en Algérie sont plutôt à rechercher de ce côté-là...

Olivier BELIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995